REVUE

DE

L'ENSEIGNEMENT CHRÉTIEN.

NOUVELLE SÉRIE.

N° 9. — Janvier 1872.

SOMMAIRE :

A NIMES,

Chez L. GIRAUD, Libr.-Edit., Boulevart Saint-Antoine;

A PARIS,

Chez MOULIN et Cie, Libr.-comm., rue Servandoni, 7,

1872.

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT.

La *Revue de l'Enseignement chrétien* paraît tous les mois, par cahiers de quatre feuilles in-8°.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr. par an, pour la France ; les frais de poste en sus, pour l'étranger. — On ne s'abonne que pour une année, à partir du 1er mai.

AVIS

Déjà un grand nombre de publications de la France et de l'étranger nous ont offert l'échange ; nous l'acceptons bien volontiers, et nous les prions d'adresser dorénavant leurs envois à M. L. ALLEMAND, rédacteur en chef, rue Pradier, 10, à Nimes.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé, *franco*, à M. L. ALLEMAND, professeur à l'Assomption, à Nimes.

Toutes les communications ou réclamations relatives à l'abonnement et à l'administration doivent être adressées à M. L. GIRAUD, libraire-éditeur, boulevart Saint-Antoine.

La *Revue de l'Enseignement chrétien* rendra compte de tout ouvrage dont le sujet rentre dans le cadre de ses travaux, à la condition indispensable que deux exemplaires seront adressés à la *Rédaction*.

A PROPOS DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT.

Lettre à M. le vicomte de Bonald, député de l'Aveyron.

MON CHER AMI,

Vous désirez savoir ma pensée sur les conditions d'une bonne loi en matière d'enseignement.

Vous connaissez ma conviction profonde, confirmée chaque jour par les événements. Des gens mal élevés ne feront que des sottises pendant leur triste vie. C'est juste ce qui se voit pour la majorité des produits de l'officine universitaire; donc, si c'était possible, il faudrait appliquer radicalement mon *Delenda Carthago;* mais il paraît que c'est impossible. Voyons donc ce qu'on peut demander, faute de mieux. Je propose :

1° La suppression du baccalauréat;

2° La liberté de l'enseignement supérieur;

3° La fermeture des internats universitaires;

4° La faculté laissée aux parents qui ont des bourses pour leurs enfants, de les employer dans les établissements de leur choix.

Je dis d'abord suppression du baccalauréat.

Si l'Université ne tenait au baccalauréat tel qu'il subsiste qu'au point de vue des études, il y a longtemps, très-longtemps que nous en serions délivrés; mais cette épreuve universitaire est un puissant moyen d'inspecter, de surveiller, de pressurer : j'ajoute, avec réflexion, de pervertir, autant que possible, l'enseignement des colléges libres. Aussi, pressée dans cette alternative de voir tous les jours baisser le niveau des études dans son propre sein, par le maintien du baccalauréat, ou de renoncer à

son inspection tyrannique et à l'amoindrissement de l'élément religieux dans les établissements libres, l'Université préfère laisser dépérir les études et maintenir sa tyrannie. Donc, nous verrons les études tombèr de jour en jour dans une plus irrémédiable faiblesse. Toutefois, que le baccalauréat soit une barrière — trop souvent impuissante — contre certaines incapacités radicales, ce n'est pas moi qui le nierai et qui surtout le regretterai; mais que, du même coup, le baccalauréat arrête l'élan vers les fortes études, c'est, à mes yeux, un fait plus clair que le jour. Tout, chez les élèves des classes supérieures, se fait en vue du diplôme à obtenir. Mais, comme on a découvert certains procédés mécaniques, où la mémoire est tout et l'intelligence rien ou à peu près, il en résulte que les aspirants aux examens universitaires se font la plupart dresser, pour vingt-quatre heures, à paraître devant leurs juges, comme on dresse les chiens savants à se tenir debout devant le public, sauf à retomber bien vite et pour toujours sur leurs quatre pattes.

Voyons, depuis que l'Université est l'Université, que sont devenues les études? M. Simon l'avouait lui-même : On ne sait plus ni français, ni latin, ni grec, ni géographie. Et l'orthographe donc! Or, il faut que cette décadence ne fasse que croître et embellir; par le fait des mœurs publiques et des idées générales, les élèves sont tous les jours un peu plus disposés à envoyer promener leurs maîtres, qui ne leur laissent pas faire leurs quatre volontés, se réduisant surtout à deux : ne rien faire en classe ou en étude, surexciter leurs naissantes passions. Si telle n'est pas la disposition générale et actuelle de la plupart des élèves de l'Université, je consens, au nom de tous les chefs d'établissements libres et avec eux, à passer pour un grand insensé, qui, sous prétexte de conscience, veut un peu moins mal former les jeunes générations. Mais je suis sûr de ne point porter un imprudent défi, et dès lors, on peut facilement connaître ce que peuvent donner les études avec messieurs les professeurs de la société moderne. Qu'on dise ce qu'on voudra contre ce fait général, qu'on y oppose autant d'exceptions que l'on voudra, le fait existe, logique, impitoyable. Aussi, ce qui me surprend, ce

n'est pas qu'il y ait tant de révoltes dans les lycées, c'est bien plutôt que, étant donné le mécanisme universitaire, il y en ait si peu. Et quand, laissant de côté les procédés de ceux qui commandent, je cherche à m'expliquer ce fait, je l'attribue à un reste de sens commun cueilli par les élèves, dans leurs premières années, sur les genoux de leurs mères chrétiennes, et dont l'Université n'a pu entièrement encore les dépouiller. La vie de collége, se développant avec la haine profonde du maître d'étude et du professeur lui-même (quand on ne s'attache pas à ce dernier par esprit d'opposition pour les chefs supérieurs), avec le goût du cigare, du café, du casino et du reste, que peut-on espérer que seront les bacheliers au sortir du collége exécré? Et les *fruits-secs*, s'il vous plaît? On parle de la chair à canon, préparée par Napoléon Ier; que dire de la chair préparée par l'Université, en laissant Dieu de côté, comme elle fait depuis longtemps déjà?

Veuillez noter que je me place ici exclusivement au point de vue des études et des obstacles que, avec une pareille situation morale, l'intelligence rencontre à son épanouissement légitime. Vous me direz peut-être : Mais en quoi le baccalauréat conduit-il à ce résultat fatal? C'est bien simple. Je viens d'indiquer une cause de la faiblesse des études dans les établissements universitaires. Pour les établissements libres, peut-être n'en est-il pas tout à fait ainsi; sans quoi, autant vaudrait mettre bien vite la clef sous la porte. Les sentiments envers les maîtres y sont bien plus affectueux, l'influence morale plus puissante, le temps mieux employé; mais enfin, il y a toujours le baccalauréat. Or, en voici l'inconvénient. Pour le cours complet de droit, qui dure en moyenne cinq ans, il faut, thèses ou examens, huit épreuves. Pour les études classiques, dont la durée est de huit à dix ans, on se contente d'une seule épreuve. C'est manifestement absurde. Il faudrait au moins trois examens : un après les classes de grammaire, un après les humanités, un enfin après la philosophie et les sciences. Le diplôme du baccalauréat aurait alors une réelle valeur; mais introduire l'Université trois fois au lieu d'une dans nos maisons, ce serait par trop fort, et nous

devons nous en tirer comme nous pouvons. Et, quoi qu'on en ait dit, nous ne nous en tirons pas aussi mal que l'Université avec tout son cortége.

Et pourtant, il y a toujours la funeste préoccupation des programmes, entretenue durant tout le cours des études par la pensée de l'examen final. Ici, ce n'est pas à l'Université seulement qu'il faut faire le procès, car je tiens à être juste; c'est aussi à l'esprit public, formé par elle, il est vrai. Comment s'entendre sur Dieu, sur l'âme, sur l'origine des êtres, sur la providence, entre les professeurs catholiques et un trop grand nombre de professeurs universitaires ? Supprimons l'enseignement des questions religieuses ou philosophiques ; supprimons-les surtout dans le programme du baccalauréat, d'abord pour la plus grande commodité des études universitaires, mais aussi pour le plus grand affaiblissement des études religieuses dans les établissements chrétiens, un futur bachelier devant traiter avec un parfait dédain tout ce qui ne se rapporte pas directement à son baccalauréat. Je dis ce qui est nécessairement dans la nature des choses et du cœur humain. Comprenez-vous maintenant pourquoi le diplôme, qui fait la faiblesse des études universitaires, amoindrit du même coup la puissance de l'élément religieux dans nos établissements? Comprenez-vous comment l'Université se console d'avoir des études plus faibles à la condition que, grâce aux épreuves exigées avec rigueur pour aborder certaines carrières, nos élèves auront moins de sève chrétienne, un sentiment plus affaibli de leurs devoirs de catholiques ? C'est peut-être utile aux vues de M. le ministre de l'Instruction publique; mais c'est profondément triste pour nous, triste pour l'avenir de la France.

Que faire donc pour remplacer le baccalauréat ?

Remarquez que je ne parle que de la suppression du baccalauréat universitaire; je n'entends nullement supprimer certaines épreuves, indispensables, non pas pour maintenir, mais pour relever le niveau des études.

Ceci m'amène à l'enseignement supérieur.

Oui, si nous voulons que les études reprennent leur splendeur ancienne, que l'enseignement secondaire ne soit pas une mauvaise plaisanterie, que la foi des générations catholiques ne soit pas foulée aux pieds par certains professeurs de l'Université, nous devons obtenir des universités libres ; et ce ne serait point si difficile qu'on le suppose, leur succès même m'inquiète fort peu, tant j'en suis assuré d'avance.

On relèverait le niveau des études par un moyen bien simple : la concurrence. Durant les premières années qui suivirent la loi de 1850, il y eut une amélioration morale incontestable dans les lycées ; cette amélioration alla déclinant, à mesure que, sous M. Fortoul et M. Rouland, le monopole put reconquérir quelques-uns de ses droits. Aujourd'hui, il y aurait à espérer que la question de vie ou de mort se posant pour l'Université, elle y regarderait de plus près et travaillerait à mieux faire dans son enseignement classique.

Je ne veux point parler de l'élévation de niveau qui en résulterait pour les études supérieures, le sujet est trop vaste pour être abordé en passant ; mais ce que ferait la concurrence en bas, elle le ferait aussi en haut, c'est évident.

On obtiendrait la vraie liberté de l'enseignement classique. Les établissements chrétiens, pouvant faire subir à leurs élèves les examens devant des professeurs chrétiens, on ne craindrait pas d'introduire ceux-ci dans l'intimité la plus grande, assuré qu'on serait d'en obtenir le plus précieux concours. Croyez-vous, par exemple, que si, pendant le cours des études, trois examens étaient faits, en dehors des examens de la maison, pour obtenir le diplôme de bachelier, les études n'en recevraient pas une impulsion plus vigoureuse? Croyez-vous que l'Université ne se hâterait pas d'accepter cette modification, et croyez-vous que, après avoir exigé de la mémoire ce qu'elle peut donner dans les classes de grammaire, on ne pourrait pas exiger davantage de l'intelligence pendant les cours d'humanités, de philosophie et de sciences ?

Mais ce qu'il y a de plus important pour nous, ce n'est pas seulement de trouver des examinateurs pour la collation des

grades, dans les universités futures ; il nous faut encore des professeurs ; car il est certain que l'enseignement de la médecine et du droit, pour ne parler que de ces deux facultés, nous prépare des générations de médecins matérialistes et de jurisconsultes imbus des erreurs les plus graves sur cette grande société entre Dieu et les hommes, l'Eglise : les uns n'ayant pas découvert sous leur scalpel la place de l'âme dans le corps, les autres ne comprenant rien aux droits de Dieu sur la création.

Peut-être, quand messieurs les professeurs de l'Université officielle verront des rivaux monter dans d'autres chaires en face des leurs, entourées d'auditeurs venus d'ailleurs que des classes des lycées, peut-être comprendront-ils la nécessité de mettre une sourdine à certaines attaques contre la religion, d'autant plus dangereuses qu'elles se dissimulent sous un respect plus hypocrite. Ai-je besoin de dire ici que mes affirmations doivent perdre quelque chose de leur généralité ? Mais, hélas ! qui ne sait combien de lamentables applications on pourrait faire en pareille matière ? Après tout, la liberté de l'enseignement supérieur nous permettra de donner nos réponses à certaines attaques, et ce sera déjà quelque chose.

Mais l'avantage inappréciable de cette liberté, c'est l'espoir que, après avoir, dans l'instruction classique, formé de jeunes intelligences pleines d'ardeur quoique faibles encore, nous n'aurons pas perdu notre temps. Bien qu'elles restent sujettes aux entraînements de l'âge et trop accessibles à la contagion d'un enseignement menteur mais paré des charmes de la nouveauté et de la vogue, si on continue pour elles dans l'enseignement supérieur les traditions de leurs premières leçons, à coup sûr leur jugement se fortifiera, leurs idées se fixeront sur un sol plus ferme, les principes acquerront, à travers leurs études, une nouvelle vigueur ; ils deviendront à la fois hommes et chrétiens. Tous les périls seront-ils écartés pour eux ? Non, sans doute ; mais du moins presque tous ceux qui touchent au domaine de la pensée auront disparu, et c'est ainsi que la liberté de l'enseignement secondaire recevra son légitime couronnement.

Que dirai-je du respect de la foi ? Nous en sommes venus à

un tel affaiblissement de croyances que nous sommes tout étonnés en entendant parler des insultes faites à la vérité par les gens qui osent lui dire : « Que vous existiez ou que vous n'existiez pas, peu nous importe ; on ne s'occupe pas de vous, mêlez-vous de vos affaires, si vous en avez ; mais surtout n'empêchez pas la société moderne de faire les siennes comme elle l'entend, car sa vengeance serait terrible ; elle aurait bientôt renversé tout obstacle qu'on tenterait de lui opposer ».

Eh bien, non. — Dans toute question fondamentale pour l'humanité, il faut absolument faire la part de la vérité religieuse, parce que Dieu, dont elle manifeste la nature, l'action et les droits, est le principe de tout, et qu'on ne peut soulever un principe de la science sans trouver Dieu au dessous. Qu'on se débatte tant qu'on voudra, que la raison s'insurge, que l'orgueil proteste, il faut toujours se souvenir qu'il n'est pas permis de traiter Dieu comme n'étant pour rien, ni dans le monde de la science, ni dans le monde politique, ni dans le monde moral, base du monde politique. Je dirai de même de Notre Seigneur Jésus-Christ : que les libres-penseurs le considèrent comme un être usé, en sa qualité de fondateur de la société d'autrefois ; nous, catholiques, nous le considérerons toujours comme la pierre angulaire de toutes les sociétés du passé et de l'avenir. Nous voulons que, même en dehors du sanctuaire, il occupe la place qui lui convient partout ; et, si on la lui refuse dans l'Université de l'Etat, il faut que nous puissions la lui rendre dans nos Universités à nous, et dans l'âme des jeunes auditeurs qui viendront demander à des maîtres croyants et savants le pain de l'intelligence.

Plusieurs personnes amies de l'Université demandent, depuis quelque temps, la suppression des internats universitaires. L'Etat chargé d'enseigner n'est pas chargé d'élever les enfants, dit-on. Bien que je ne comprenne absolument rien à cette distinction, je l'accepte, par ce motif qu'une mesure pareille couperait court à une foule de désordres moraux de la pire espèce. On serait plus assuré que le contact des élèves entre eux serait moins funeste dans ses effets. Peut-être aussi finirait-on par

découvrir qu'après tout, dans l'Université, le dévoûment fait surtout défaut là où il est le plus nécessaire, c'est-à-dire dans la surveillance des élèves et dans l'action du maître, partout et à toute heure, en dehors des classes où le professeur est le souverain à peu près absolu. J'accepte donc la suppression des internats universitaires, bien convaincu que cette demi-mesure en préparera une autre plus radicale. Après tout, quand elle ne servirait qu'à prouver que l'Université est incapable de comprendre quoi que ce soit à l'éducation, puisque certains de ses amis parlent de la lui retirer des mains, ce serait un grand pas de fait; et, par ce côté, je ne saurais trop applaudir à ce découronnement de la pédagogie officielle. Il importe pourtant de bien préciser les situations. De ce que j'accepte très-volontiers, pour ma part, la suppression des internats universitaires, ne concluez pas, je vous prie, que je mets entre l'enseignement et l'éducation la séparation que d'autres veulent établir entre l'Eglise et l'Etat, entre la science et la religion; comme si l'enseignement n'aidait pas à l'éducation de jeunes âmes, et comme si une solide éducation ne les rendait pas plus aptes à être solidement enseignées. Je suis forcé d'accepter la situation telle qu'on veut la faire, et d'en tirer le moins mauvais parti possible. Appuyez donc chaleureusement ceux qui vous parleront de supprimer les internats dans les lycées, vous aurez fait une œuvre méritoire, en préservant des plus effrayants dangers une foule de jeunes âmes.

Je propose enfin de laisser aux parents, qui ont droit à des bourses pour leurs enfants, le choix des établissements où ceux-ci devront être élevés.

Quelle singulière tyrannie! — Un homme, par d'utiles travaux, des actes de dévoûment ou par de longs services, mérite une récompense de l'Etat. Sa fortune ne lui permettant pas de donner à ses enfants l'éducation convenable, l'Etat lui dit: « Mon ami, ce que vous avez fait pour moi exige une preuve de ma gratitude; j'admets vos enfants dans mes lycées, où ils recevront une éducation gratuite ». —

« Quoi ! reprend celui-ci, le mobile du zèle que vous louez était ma foi, et vous voulez que j'expose mes enfants à perdre la leur dans vos maisons, où, malgré l'aumônier, on s'en occupe très-peu, quand elle n'est pas tournée en ridicule, foulée aux pieds par les jeunes professeurs de la société moderne ! » Et voilà d'une part l'Etat, qui n'entend rien, qui légalement n'a le droit de rien entendre aux croyances, vendant le mépris de ces mêmes croyances à prix d'argent. Ceci, je le veux bien, n'est dans la pensée calculée de personne ; mais ce qu'il y a de pire, c'est que cela est dans les faits, et s'y rencontre à chaque instant. N'est-il pas plus simple de faire verser, dans la caisse de l'institution choisie par le père de famille, une somme égale à la valeur de la bourse ou demi-bourse concédée ? L'Université y perdra des élèves : le beau malheur ! La direction des enfants sera en dehors de la société moderne, comme me l'ont écrit messieurs de l'Université. Qu'est-ce que la société moderne ? Serait-ce là un de ces mots menteurs à l'aide desquels on masque le gâchis présent ? Et vous voudriez blâmer ceux qui cherchent à s'en tenir loin ! N'y a-t-il pas, au contraire, toute justice à laisser les hommes de foi jouir du bonheur de conserver cette foi chez leurs enfants ?

Ce que je demande n'est pas toute la perfection ; mais, si nous obtenions les quatre points que je vous ai indiqués, nous aurions fait un pas considérable. Ce que je propose est tellement conforme aux idées actuelles que, pour me combattre, il faudrait tomber dans l'inconséquence. Je suis loin d'approuver les opinions sur lesquelles je m'appuie ; mais ceux qui les partagent ne peuvent aller contre mes réclamations qu'en violant toutes les règles de la logique. Il n'est pas dit qu'ils ne le feront pas ; mais du moins aurons-nous montré que, pour nous combattre, il faut se moquer autant de la logique que du plus élémentaire bon sens.

Recevez, mon cher ami, etc.

Emm. d'Alzon.

L'INSTRUCTION

OBLIGATOIRE, GRATUITE ET LAÏQUE.

(Deuxième article.)

L'éducation est le devoir principal des parents. Ce devoir, rigoureusement obligatoire, leur est imposé par une loi divine, dont l'Eglise catholique a été la plus fidèle gardienne. Ceux que, par un abus de mots trop commun de nos jours, on est convenu d'appeler de *libres-penseurs* ont mauvaise grâce à parler d'*instruction obligatoire*, puisqu'ils ne reconnaissent aucun principe d'obligation morale qui puisse s'imposer à tous. D'ailleurs, l'instruction n'est obligatoire, même au point de vue chrétien, que dans la mesure où elle est nécessaire à l'éducation de l'homme. Et, dans cette mesure, la loi et les gendarmes sont des moyens à la fois peu efficaces, difficilement praticables et attentatoires aux droits de la famille. Ces moyens ne sont que l'introduction, dans la législation relative à l'enseignement, d'une centralisation odieuse et d'un césarisme inique; — sans profit pour l'Etat, qu'ils engagent dans une voie où il ne peut qu'étaler son incompétence et qu'ils compromettent dans un antagonisme impie avec son principe originel, avec la famille. Ceux qui les proposent tiennent, de près ou de loin, à la Commune; ils poursuivent, avec une conscience plus ou moins éclairée, l'assimilation de la France à la Prusse.

Voilà ce que nous avons suffisamment établi dans un premier article. Examinons, en second lieu, la question de la gratuité.

Le principe de l'enseignement gratuit est descendu dans le monde avec cette parole de notre divin Maître : « Allez et prêchez... Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement (1)».

Et, dociles au précepte, les Apôtres continuèrent l'enseignement du Sauveur. La doctrine qu'ils avaient recueillie dans

(1) Matth., x, 7 et 8.

d'obscures vallées, ils la prêchèrent sur les plus lointaines plages. Leur parole fut entendue de toute la terre. Le monde entier reçut gratuitement l'instruction qui devait restaurer la raison humaine et préparer une civilisation nouvelle dont nous recueillons les fruits, et à laquelle nous ne demandons plus que des plaisirs, enivrés que nous sommes de ses bienfaits et de notre ingratitude.

Je me trompe. Le monde paya cette instruction, et le salaire de nos premiers *pédagogues*, c'est le mot de S. Paul (1), fut des plus riches : le mépris, l'insulte, la persécution, les cachots, les fers, les chevalets, les ongles de fer, l'huile bouillante, tous les supplices qu'une imagination plus qu'humaine peut inventer ; enfin, la croix. Cela dura pendant trois siècles, avec une férocité inouïe et des redoublements périodiques. Pendant ce temps, l'école se tint dans les catacombes. « A l'entrée des souterrains de Sainte-Agnès, avant de pénétrer dans les oratoires où les fidèles seuls étaient admis aux mystères, on voit deux salles nues, sans tombeau, sans peintures, sans autre indice de leur destination que la chaire du catéchiste et le banc des catéchumènes (2) ». Les maîtres qui occupèrent tour à tour cette chaire souterraine pouvaient tenir à leurs écoliers le langage de S. Paul : « Vous le savez, je n'ai ambitionné ni l'or, ni l'argent, ni les riches vêtements d'aucun de vous. Car, à tout ce qui m'était nécessaire, pour mes compagnons et pour moi, ces mains ont suffi (3) ». Un jour, la libre parole souleva la pierre de la tombe où elle semblait dormir avec les os des Saints ; elle fit éruption et l'école sortit, avec l'Eglise, de ces ténèbres où les césars l'avaient exilée.

A partir de cette victoire, l'Eglise et l'école ne se séparent plus. « Les prêtres qui occupent des paroisses, dit le concile de

(1) Mais tous les *pédagogues* ne sont pas des *pères*, et ce sont les *pères* seuls qui *instruisent* pour *élever*. « Eussiez-vous dix mille *pédagogues* dans le Christ, vous n'auriez pas pour cela plusieurs *pères*. Car c'est moi qui vous ai engendrés en Jésus-Christ par l'Evangile ». 1 Cor., IV., 15.

(2) Ozanam, *La civilisation au* Ve *siècle*. T. II de ses *Œuvres*, p. 381.

(3) *Act.*, XX, 34.

Vaison, reçoivent dans leurs maisons de jeunes lecteurs, afin de les instruire comme de bons pères instruisent leurs fils » (1).

A l'invasion de la barbarie l'Eglise oppose les écoles épiscopales et les écoles monastiques. Aux époques les plus ingrates de l'histoire, l'Eglise n'a pas cessé de tenir ouvertes sur le monde ces deux sources d'instruction. Et ce serait une erreur de croire que les clercs seuls pouvaient en approcher. Le contraire en preuves abonde. Les laïcs recevaient aussi l'instruction, et l'Eglise, acceptant l'aumône du corps, répandait gratuitement, et avec une libéralité magnifique, l'aumône de l'âme et l'aumône de la raison.

D'autre part, les écoles païennes, richement dotées par les césars, semblaient vouloir se perpétuer, comme pour nous donner le spectacle du contraste le plus instructif. Il y avait des concours littéraires et des prix d'une grande richesse pour les vainqueurs. Mais bientôt les dotations des écoles laïques disparurent dans les ruines de l'empire, et les maîtres, ne vivant plus de l'impôt, furent réduits à tirer parti de leurs leçons. « J'ai étudié la grammaire en divers lieux, dit Benoît de Cluse. Mon oncle l'abbé y a bien dépensé deux mille pièces d'or, qu'il a données à mes maîtres ».

L'Eglise admettait des chaires laïques à côté des siennes. Au deuxième siècle, Rathier, évêque de Vérone, dans une décision synodale, déclare « qu'il ne confèrera les saints ordres à aucun postulant qui n'ait étudié les lettres ou à l'école épiscopale, ou dans un monastère, *ou auprès de quelque maître savant* (2) ».

Les laïcs étudiaient donc ; ils enseignaient, et leur enseignement se modifiait peu à peu sous l'influence de l'Eglise.

Au moyen-âge, l'enseignement laïc a cessé d'être païen. La théologie est souveraine. L'Eglise et l'école, quoique distinctes, ne font qu'un. Quelle merveilleuse fécondité !! L'Europe chrétienne voit partout surgir des écoles et des universités. Un seul exemple. A la fin du treizième siècle, la ville de

(1) *Conc. Vasion.* II, c. 1. Ozanam, *ibid.*, p. 382.
(2) *Ratherii opera*, 419. Ozanam, *ibid.*, p. 366.

Milan comptait deux cent mille habitants et quatre-vingts maîtres d'école, sans compter les maîtres religieux.

L'union de l'Eglise et de l'école promettait à l'Europe un avenir de paix, de lumière et de gloire. Les légistes et les césars firent des efforts violents pour la briser. Le grand schisme leur fit la partie trop belle. La renaissance consomma la rupture dans les lettres, le protestantisme dans la religion. Le gallicanisme, en falsifiant l'histoire, en cachant aux rois et aux peuples la vraie figure de l'Eglise, *en mettant sa foi au service*, filtra les deux poisons pour les faire pénétrer partout. Satan alors trouva le terrain bien préparé.

Au coup de sifflet du grand révolté, les ennemis de Dieu et des hommes sortirent de leurs catacombes, et l'on vit des forfaits dont le souvenir seul fait frissonner d'épouvante; le crime régna par la terreur, et il s'appela la justice. Aujourd'hui ces monstres sont dépassés par leurs apologistes. Après avoir mis entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau des monceaux de ruines et un fossé de sang, la Révolution s'est emparée de l'enseignement secondaire et supérieur. Cela ne lui suffit plus, il faut qu'elle fasse descendre la révolte jusque dans la plus humble école; il faut qu'une impure furie y remplace l'image sainte du Christ; il faut que l'Eglise en soit chassée; il faut que le chant des cantiques y soit remplacé par celui de la *Marseillaise*.

Dans ce but, les meneurs ont mis en avant le principe de la gratuité, en le dénaturant.

La gratuité de l'enseignement est, en effet, un principe admirable. L'Eglise l'a réalisé, nous venons de le voir, autant que cela était possible. Jadis, un grand nombre de colléges offraient aux enfants du peuple, qui témoignaient d'heureuses dispositions, un nombre de bourses très-considérable. La propriété n'ayant pas encore perdu sa stabilité sous les coups de la Révolution, des donations libres venaient accroître la donation de ces colléges et leur permettaient de dépasser la limite des besoins. Aussi l'enfant de l'ouvrier n'était-il pas, comme maintenant, parqué dans ce qu'ils nomment le *prolétariat*. Le nombre des hommes sortis ainsi des rangs du peuple pour occuper des fonctions im-

portantes était considérable, relativement à ce qu'il est actuellement, où tout est devenu accessible à tous, à ce que disent les journaux, mais, en réalité, où rien n'est accessible qu'à la petite et moyenne bourgeoisie, à ce que dira l'histoire. La statistique comparée de ces nombres serait curieuse et instructive; on assure qu'elle est en préparation.

Quant à l'enseignement primaire, l'Eglise l'a donné tant qu'elle a pu, dans la mesure de son utilité. Depuis les écoles épiscopales jusqu'aux écoles primaires et gratuites de Rome, nombreuses, florissantes et qui ont, de longue date, devancé les nôtres, l'Eglise n'a cessé (1) de dispenser d'une main prodigue le pain de l'intelligence aux pauvres et aux déshérités de ce monde.

Ce n'est pas ainsi que l'entendent les partisans actuels de la gratuité. Ceux qui réclament l'instruction obligatoire veulent arriver à l'instruction gratuite, et par l'instruction gratuite à ce qu'ils nomment l'instruction laïque.

Si l'on reconnaît, d'une part, le droit de recevoir l'instruction, et d'autre part, le devoir de la procurer, et c'est ainsi qu'ils l'entendent, la gratuité semble se présenter comme un corollaire rigoureux de l'obligation. Mais encore ne faudrait-il l'accorder qu'à ceux qui en ont besoin, et serait-il insensé de grever un budget, qui s'élèvera bientôt à deux milliards sept cents millions, d'une trentaine de millions en sus, à cette fin seulement que l'instruction soit gratuite pour le riche comme elle l'est déjà pour le pauvre.

L'enseignement gratuit, présenté comme un droit de l'ignorant qui le reçoit, est une absurdité et un danger: 1° parce que le premier venu n'est pas apte à le recevoir ; 2° parce que le premier venu n'est pas apte à le donner.

L'enseignement donné gratuitement par des maîtres rétribués par l'impôt, c'est une contradiction dans les termes. C'est l'aumône faite au riche par le pauvre.

(1) Un évêque d'Orléans, au XVIIe siècle, fonda à ses frais, dans son diocèse, deux cents écoles primaires gratuites. J'emprunte ce fait à la lettre que Mgr d'Orléans a écrite à l'*Impartial du Loiret*, à la date du 30 octobre dernier.

Gratuité fausse, puisqu'elle est payée. Au fond, ce n'est pas la gratuité qu'on nous demande, c'est un acheminement vers le communisme pur. Tous payeront pour tous; tous recevront la même instruction, afin que tous puissent participer à tout, se mêler de tout. Choisiront le travail pénible, ceux pour qui il aura quelque attrait; mais que tous puissent être avocats, députés et surtout souverains! La conséquence obligée, c'est qu'on supprime la distinction entre pauvres et riches, et que tous possèdent à titre égal. C'est à un tel degré d'absurde qu'il faut tomber quand on suit cette *pente*.

Cette gratuité fausse est celle de ceux qui ne la veulent nulle part, ni chez les conseillers généraux, ni chez les députés. La gratuité vraie a pour base le dévoûment et pour manifestation l'aumône, dont on ne veut plus.

L'enseignement véritablement gratuit, c'est l'enseignement pour lequel un homme ne vous demande que l'aumône des vêtements et du pain. Encore ne les acceptera-t-il pas en propriété; il les recevra des mains du supérieur de la communauté. Voilà l'idéal de l'instruction gratuite. Favorisez les communautés enseignantes, permettez-nous au moins de les favoriser de nos dons, et vous aurez bientôt réalisé l'enseignement gratuit sur la plus vaste échelle, et sans qu'il vous en coûte un sou de plus.

La gratuité qu'on veut, c'est l'ingratitude organisée par l'Etat: l'élève ne doit rien au maître; le maître remplit une tâche imposée; il distribue ses livres, et ses règles, et son papier, et toute la petite mécanique dont se compose l'enseignement moderne, avec l'attitude sèche et ennuyée d'un employé des postes ou des finances. Il a ses heures de classe, comme l'autre ses heures de bureau.

En vérité, cela ressemble peu à la gratuité de l'instruction. Par quelle aberration d'esprit nous laisserions-nous imposer ce mensonge?

L'instruction, sans être gratuite, paraîtra l'être d'une manière absolue, et la mère ne pourra plus tenir à son fils ce langage qu'on entend souvent dans les campagnes, et dont la naïve éloquence ne laisse pas d'atteindre son but : « Tu ne sais pas, mon fils, tout ce que tu me coûtes ». Soixante inspecteurs d'A-

cadémie, consultés par M. Duruy, ont répondu que la gratuité ne favorisait pas les progrès de l'instruction primaire; que partout où l'école était gratuite, elle était moins assidûment fréquentée (Lettre de Mgr d'Orléans à l'*Impartial du Loiret*).

Le parent de l'élève paiera, sous forme d'impôt, même quand il devrait en être dispensé par son état de fortune; mais le maître ne lui en saura aucun gré, c'est par force. La rétribution n'est pas un tribut de reconnaissance, elle fait partie de l'impôt public.

Le maître sera payé, mais sur les fonds de l'Etat, et sans que les parents paraissent le moins du monde y avoir contribué.

Ce sont des gens qui seront forcés de se rencontrer là, comme les pauvres diables que leurs affaires jettent au guichet d'un bureau de poste, en face d'un employé d'humeur officielle.

C'est alors que le professeur peut être accusé de vendre, au nom et pour le compte de l'Etat, sciences et lettres, grammaire, géographie, histoire, littérature, mathématiques; ajouterai-je la religion? Pour entretenir ce commerce, l'Etat reçoit l'impôt comme mise de fonds. Et, dans chaque localité, il expédie des marchands de détail, et aussi des voyageurs, pour inspecter le service de temps à autre.

L'instruction, rétribuée en apparence par d'autres que les parents, payée par l'Etat, sera bientôt discréditée et sans valeur. Le professeur sera un employé, un serviteur à gages, quelque chose comme l'esclave grec, personnage obligé de la domesticité romaine.

Laissez donc à l'Eglise le soin de donner, par les pasteurs, et aussi, en ce qui touche les sciences humaines, par de simples laïcs, la nourriture de l'intelligence. Laissez aux vrais maîtres, à ceux qui ne sont pas les marchands du temple de l'instruction, laissez-leur la faculté de donner et de recevoir.

Le même S. Paul a dit: « L'ouvrier est digne de son salaire... Sans doute, le travail de mes mains a suffi à mon entretien, mais je n'y étais pas contraint. J'eusse pu, comme d'autres, accepter en don ce qui m'était nécessaire ainsi qu'à mes compagnons... Vous ne lierez point la bouche au bœuf qui triture ».

Tout se paie; mais certaines choses à prix d'argent; d'au-

tres à prix de travail, d'obéissance et de correspondance de l'âme.

On ne vend ni la science, ni la poésie, ni l'art, ni l'éducation. On peut vendre, à la rigueur, des règles, des formules, le mécanisme de la science; et, de nos jours, l'enseignement a une tendance singulière au mécanisme. Il serait curieux d'observer le développement parallèle de ces deux choses : l'enseignement tout tracé, réglé d'avance, mis en formules et l'enseignement officiel, officiellement payé, officiellement dispensé. Le premier, qui tue dans l'élève la spontanéité, a pris la place et le nom de la science; le second, qui fait payer le pauvre et prétend remplacer la famille, s'appelle obligation et gratuité. O mensonges!

Le génie est l'aumône de Dieu. Quand le génie enseigne ses découvertes aux autres hommes, il fait à son tour l'aumône de ce qu'il a reçu.

Mais l'homme de génie est enchaîné à un corps, il tient à une famille; mais le professeur, le savant, le poète, ont des besoins matériels. Le pain est nécessaire et il se vend. On n'a pas encore demandé le pain gratuit; il est pourtant obligatoire. On doit au génie l'aumône qui lui procure l'aisanee et ne l'oblige pas à dépendre de ses nécessités de chaque jour.

La vie intellectuelle est un échange de dons gratuits.

« Que ton argent périsse avec toi »! Cette parole de S. Pierre, tout maître digne de ce nom devrait la jeter à la face de celui qui prétend acheter l'instruction de son esprit et de son âme. Je vous donne la dîme des dons divins de l'intelligence; me refuserez vous la dîme des dons divins du corps?

Le seul paiement digne, c'est le casuel.

Les anciens avaient entrevu la dignité de cette aumône de l'esprit. Socrate (1) ne veut pas que le maître soit rétribué. Qu'est-ce donc qui le dédommagera? La gloire et la reconnaissance de ses élèves. Mais, ô Socrate, ce salaire est petit et incertain. La gloire est une fumée d'encens qui se dissipe bientôt, et que les morts ne respirent pas. La reconnaissance des disciples

(1) Voyez Xénophon, dans la première partie de ses *Mémorables*.

peut faire défaut et n'a pas plus de solidité que la gloire. D'ailleurs, ô Socrate, il y a des maîtres qui ne font pas autre chose qu'enseigner; s'ils n'ont pas de fortune, de quoi vivront-ils?

Le christianisme seul donne la solution. L'ouvrier est digne de sa récompense. C'est un échange d'aumônes inégales ; mais, parties d'un même principe, ces aumônes ont le don d'attirer sur ceux qui les font l'abondance des aumônes divines. Je vous donne la vérité, vous me donnez le pain quotidien; Dieu, Pain et Vérité, se donne à vous et à moi.

L'aumône ennoblit, loin d'avilir, et je défie un homme, qui veut bien reflêchir, de voir dans l'instruction autre chose qu'une aumône. Cette aumône sacrée, le père la doit à son fils, dans la mesure où elle est nécessaire à son éducation, mais elle doit descendre d'une source pure que, seul, il a le droit de choisir.

Au fond, ce que veulent certains hommes, c'est nous faire payer l'école impie et nous l'imposer.

Et ce débat prouve une fois de plus qu'il n'appartient pas à l'Etat de donner l'instruction, cette partie si importante de l'éducation. Il n'a pour mission que de la protéger, de la favoriser et aussi de la surveiller, pour qu'elle ne devienne pas une menace pour la société au lieu d'en féconder les espérances (1).

L. ALLEMAND.

(1) La question offre bien des difficultés de détail que nous n'avions pas à traiter ici : les ressources du budget, la part respective du département, de l'Etat et de la commune, etc., etc.; mais ces détails s'effacent devant les principes. Il est absurde de peser des principes dans la même balance que des chiffres.

Je ne connais que deux assemblées qu'une intuition puissante ait pu dispenser de tout exposé de motifs, en présence d'un problème si grave. Ce sont sans doute des assemblées de dieux. Nous avons nommé le *Conseil général de l'Ardèche* et la *Conférence évangélique de l'Eglise réformée de France* ; étaient présents cent quarante membres, dont 87 pasteurs en exercice. Pour ces deux assemblées, l'instruction gratuite et obligatoire est un axiome. Les *ecclésiastiques* protestants y ajoutent l'instruction *laïque* : second axiome.

SINGULIER DÉBAT.

—

Corneille, dans une belle tragédie, nous présente un gouverneur païen fort embarrassé des rébellions successives de son gendre et de sa fille contre les faux dieux.

Polyeucte. C'est ce Dieu des chrétiens qu'il faut qu'on remercie
Des victoires qu'il donne...
Vous adorez en vain des monstres impuissants...
Félix, vengez vos dieux et vous...
Je suis chrétien...
Pauline. Père barbare, achève...
Joins ta fille à ton gendre...
Mène-moi voir tes dieux que je déteste...
Braver ces foudres impuissants...
Félix, je suis chrétienne...

L'*Alma mater* traverse la même crise que Félix. Je vois en effet un terrible débat, où deux de ses fils se plaisent à déclarer successivement qu'ils renoncent à leurs erreurs et qu'il les faut immoler pour sauver les dieux. Ces deux enfants révoltés sont l'Enseignement supérieur et l'Enseignement primaire. Les acteurs chargés d'interpréter les rôles de ces grands personnages sont MM. Paul Leroy-Beaulieu et A. Scheffter (eux-mêmes fils ou tout au moins gendres de l'Université). La scène se passe au *Journal des Débats*; le langage n'est pas celui de Corneille ; écoutons (1) :

I. — M. Paul Leroy-Beaulieu, au nom de l'Enseignement supérieur :

« L'*opinion publique*, en France, est aujourd'hui presque unanime à réclamer des réformes dans notre système d'enseignement ». — Qui donc a engendré cette impertinente opinion publique, ô *Alma mater* ?

(1) *Journal des Débats* du 16 novembre 1871.

— « On a dit que les victoires de Sadowa et de Sedan avaient été gagnées par le maître d'école allemand. Cette phrase ingénieuse a fait fortune et a été reçue dans notre pays comme un axiome ».

M. Beaulieu a bien quelque légitime motif de se plaindre ici de la légèreté « des trois quarts des conseils généraux et des conseils d'arrondissements de France », puisque, sur cette phrase ingénieuse, les voilà lancés, dit-il, dans « la théorie de l'instruction obligatoire, qui naguère était honnie et proscrite comme une monstruosité socialiste et révolutionnaire ».

M. Beaulieu ne recherche pas d'ailleurs si « la merveilleuse facilité » de la nation « à passer d'une idée à une idée contraire », est un des bienfaits directs de l'enseignement officiel. Pour nous, nous ne le pensons point; c'est là une inclination fâcheuse du Français, et l'enseignement superficiel n'a eu que le tort de développer le défaut naturel de l'élève, au lieu de l'amoindrir.

M. Beaulieu ne recherche pas non plus quelle part cette versatilité, féconde en axiomes : *Nous allons à Berlin. — Nous sommes trahis,* a eu dans nos défaites. Sa thèse est tout autre; elle est intéressante, ne nous en écartons point.

Il poursuit :

La cause vraie de nos désastres n'est point, suivant l'axiome à la mode, dans notre instruction primaire, « si défectueuse qu'elle soit », mais dans l'*Enseignement supérieur*. « On s'imagine que la lecture, l'écriture, un peu d'orthographe et de calcul suffisent pour élever le niveau d'une nation et pour lui donner un irrésistible ascendant intellectuel. Ce n'est pourtant pas le maître d'école allemand qui a gagné la bataille de Sedan; ce sont plutôt les *Universités allemandes*. Si les Prussiens possédaient, plus que nous, les hautes connaissances qui font de la guerre moderne une sorte de lutte scientifique, s'ils étaient parfaitement au courant des inventions et des procédés les plus efficaces pour l'armement et pour la conduite des armées, s'ils avaient une idée exacte de nos forces, de nos ressources et de notre caractère, croit-on qu'ils devaient cette supério-

rité à une connaissance plus générale de l'écriture, de la lecture et des quatre règles? » Ce sont donc les Universités allemandes qui ont organisé la victoire. — S'il est vrai que l'enseignement supérieur a organisé la victoire en Prusse, il faut bien admettre que l'enseignement supérieur a organisé la défaite en France; aussi M. Beaulieu affirme-t-il qu'il faut, à tont prix, opérer la réforme; laissons-lui encore la parole : « Il ne manque pas de *gens réputés éclairés*, qui ferment les yeux sur les vices trop réels de notre haut enseignement (1). Et voilà pourquoi « nous continuerons à être un peuple superficiel, sans suite dans les idées, à la recherche des aventures et des aventuriers ».

« Il faut cependant avoir le courage de le proclamer, l'instruction obligatoire sera un leurre, et ne produira aucuns fruits réels si l'on ne s'occupe sérieusement d'étendre et de réformer l'enseignement supérieur. Il est infiniment regrettable que cette vérité soit si peu comprise. Il est inexplicable que, si longtemps après la fin de la guerre, nous n'ayons pas encore constitué une Université véritable. L'Allemagne compte au moins vingt Universités. La France n'a rien qui soit digne de ce nom. Nos Ecoles de Droit et les deux Ecoles de Médecine de Paris et de Montpellier sont les seuls corps enseignants qui aient une clientèle d'étudiants. Encore quelle est cette clientèle et quel est cet enseignement? Rencontre-t-on dans ces cours de l'assiduité de la part des élèves, une méthode rigoureuse...

« Dieu nous garde de médire de la science française! Sans être, comme autrefois, la première du monde, elle tient encore un rang des plus honorables, et son vieil éclat n'est pas obscurci (?). Mais il semble que nous abandonnions à la nature et aux efforts individuels le soin de former des savants et d'ac-

(1) Ces gens *réputés éclairés* sont probablement la pléïade universitaire; ils se réputent, en effet, lumineux, comme ils nous réputent obscurs. Nous sommes d'ailleurs hors de cause; car nous protestons n'avoir jamais *fermé les yeux sur les vices trop réels de notre haut enseignement*.

croître le patrimoine des connaissances humaines. Que sont nos Facultés des Lettres et des Sciences, et quelle est la portée des cours qui s'y font? Ce sont des conférences pour les oisifs et les amateurs : on y va applaudir des mots ingénieux ou des remarques subtiles; mais il n'y a rien là de substantiel, rien de méthodique, rien qui habitue la jeunesse aux investigations patientes, qui lui donne le goût des informations précises, qui la mette en défiance contre les conclusions précipitées.

« Notre enseignement supérieur ne tend à rien autre chose qu'à former un peuple de dilettante (*sic*) et de beaux-esprits, d'avocats diserts, de parleurs de salon et d'écrivains agréables. Aucune des connaissances modernes n'a pu franchir le seuil de nos Facultés : ni la géographie vraiment scientifique, ni l'économie politique, ni l'administration comparée, aucune enfin de ces sciences contemporaines, nées depuis un siècle au plus et déjà adultes aujourd'hui. De là vient l'esprit superficiel, qui, du sommet à la base, se répand sur toute la société française; de là viennent aussi cette légèreté et cette imprudence pratiques qui nous ont précipités dans de si terribles désastres ».

Habemus confitentem reum! L'enseignement de l'Université nous a « précipités dans nos terribles désastres ».

M. Beaulieu tire de son travail cette conclusion qu'il faut faire un appel aux « millions » (bien amaigris cependant) de l'Etat.

Une conclusion beaucoup plus naturelle serait celle-ci :

L'enseignement supérieur s'aperçoit enfin que le régime autoritaire et uniforme, qu'il adore, est une fausse divinité; que le régime des Universités libres et confessionnelles, qu'il proscrit, peut seul apporter à la France la gloire et le salut, en nous ramenant au vrai Dieu.

En conséquence, l'enseignement supérieur, reconnaissant que la sécularisation a été un leurre et une servitude, demande à se faire chrétien.

Lorsque Samson, lié aux colonnes du palais ennemi, sentit

sa force revenue, il pria Dieu et renversa la maison. Le ministère de l'Instruction publique est-il assuré contre un semblable destin?

II. — Supposons maintenant l'Université de France assez sage pour renoncer à l'enseignement supérieur, elle lui dira : « Tu renies mes bienfaits, va-t-en, je ne te connais plus ». Admettons qu'elle lui donne la liberté, ou qu'elle achève de l'étouffer.

Puisqu'il aime à périr, je consens qu'il périsse.

Il restera à l'Etat enseignant un enfant chéri : le maître d'école laïc obligatoire. Il peut nous sauver; car il donne la victoire — dit la Prusse.

Mais voici que l'Enseignement primaire entre en scène d'une façon intempestive ; il dissimule une mauvaise humeur très-marquée. Le décor est toujours le *Journal des Débats* (1); l'acteur est M. A. Scheffter. Admirons son début :

« Une des choses les plus propres à rassurer les alarmistes qui seraient tentés de désespérer de l'avenir de notre pays, c'est le vif et unanime intérêt qu'excitent aujourd'hui toutes les questions qui se rattachent à la réorganisation de notre enseignement public ».

« C'est ainsi que la Prusse a retrouvé sa vitalité après Iéna; espérons qu'ainsi la France reprendra la sienne après Sedan ! »

Nous sommes d'accord avec l'acteur, et nul n'a approuvé, en termes plus explicites, l'œuvre de la *Revue de l'Enseignement chrétien* que ceux que nous venons de citer; il poursuit : « Mais il ne faut pas nous faire illusion et retomber dans les excès d'une présomption qui nous a été si fatale : la tâche est longue et ardue, parce que.... on peut dire que l'instruction publique, chez nous, pèche un peu dans toutes ses parties : au commencement, au milieu et à la fin ».

Tout va parfaitement mal ; nous sommes toujours parfaitement d'accord et l'instruction primaire a trouvé un sage et heureux interprète : Il faut tout détruire, dit-il ; je consens avec

(1) 20 novembre 1871.

M. Beaulieu au bouleversement des leçons supérieures ; c'est nécessaire pour conserver notre rang parmi les nations civilisées ; mais « s'il faut opter entre les réformes, on est tenté de porter sur l'enseignement primaire une attention plus vive, non parce qu'il est plus utile, mais parce qu'il est plus défectueux ». — Généreuse émulation entre les deux enfants d'une même mère.

« Sans doute, l'*Enseignement supérieur* n'a pas cette activité » — cette liberté surtout — « qui distinguent les Universités allemandes et qui en font de véritables centres intellectuels... » Mais « malgré tout, IL EXISTE ». Il n'y manque que *la méthode.* « Un dogmatisme exagéré, une préoccupation plus vive du mot que de l'idée, de la forme que du fond, voilà, en somme, le grand mal ». Une *méthode* supérieure qui prend des vessies pour des lanternes, l'ombre pour la réalité, c'est toute l'imperfection du système. M. de La Palisse est mort ; voilà, en somme, le grand mal ; car s'il ne fût pas mort, il serait encore en vie ; c'est tout à fait exact.

Mais, « pour l'instruction primaire », reprend l'orateur, interrompu un moment par M. de La Palisse, « la besogne est moins aisée, parce qu'il s'agit, non plus de réparer l'édifice, mais de le construire ».

Ici un léger désaccord se manifeste entre M. Scheffter et nous. La *Revue* a posé, dans son programme, le *Delenda Carthago,* et le répètera jusqu'à la victoire. Mais on ne détruit qu'un ennemi réel, vivant. M. Scheffter répète sans cesse que, dans son long et cruel enfantement, l'*Alma mater* n'a pas même mis au monde le petit animal que La Fontaine attribue à la montagne en mal d'enfant. M. Scheffter nous dépasse trop.

D'abord l'enseignement primaire proprement dit est vivace, il tient au sol de la France catholique, et la rage de nos ennemis intérieurs prouve assez que l'Université n'a pas encore tout renversé, dans l'école comme dans la faculté *supérieure.* L'enseignement primaire athée existe aussi, dans de douloureuses proportions ; pour reconstruire, il faut déblayer. — Voyez les pontons.

Sous la réserve de ces observations, nous reprenons la théorie de la reconstruction nécessaire : « C'est que cette instruction primaire, qui paraît peu de chose chez un individu, est une force immense quand elle se rencontre chez une nation. Les Allemands l'ont bien compris, quand ils ont dit : « C'est le maître d'école qui a remporté la bataille de Kœnigsgratz ». Sans doute, comme le fait observer finement M. Leroy-Beaulieu, ils auraient pu ajouter : « et l'Université de Berlin ». Mais, quand on réfléchit que les luttes armées se font de peuple à peuple, et non d'homme à homme, on peut croire que toute la science diplomatique et militaire de l'aristocratie intellectuelle de l'Allemagne se serait exercée dans le vide, si l'instruction nationale ne lui avait pas donné un point d'appui ». — Il suffit.

Résumons rapidement les débats.

Vous l'avez entendu, Université de France, toute bariolée de diplômes de capacité; votre enfant gâté du moment, le *Primaire* lui-même porte la même accusation que le *Supérieur* : Vous avez fait Sedan et le reste. A défaut des vieilles traditions nationales que vous aviez reniées, c'est en Allemagne, où l'école est *confessionnelle,* encore plus qu'*obligatoire*, qu'il vous fallait chercher un modèle ; c'est en Allemagne où le maître est surveillé et dirigé, soit par le curé, soit par le ministre, qu'il vous fallait prendre les règlements de vos écoles normales ; c'est en Allemagne enfin, où l'école enseigne l'obéissance et non la révolution, qu'il vous fallait chercher le secret des victoires.

Ce n'est point nous qui avons porté ce jugement, vous l'eussiez trouvé suspect ; c'est une main mystérieuse qui l'a inscrit sur la muraille même de votre festin, au *Journal des Débats : C'est compté, c'est pesé, vous avez été trouvée légère.*

La main de Dieu est à votre porte ; quoi que vous fassiez, l'heure va sonner, et il n'est pas besoin d'être un Daniel et un prophète pour vous dire : Rendez ces vases sacrés, usurpés par votre aïeul ; car l'Eglise demeure la grande et la seule éducatrice des peuples, la fidèle gardienne de leur honneur et de leur science, comme de leur foi.

Le grand Corneille, avec lequel nous avons commencé ces lignes rapides, achève sa tragédie par une pensée sublime. Félix, le magistrat de l'empire, cède à des transports qu'il ne connaissait pas, et, par un mouvement secret de son âme, passe subitement de la fureur au zèle de ses enfants.

> Apportez des liens ...
> Immolez à vos dieux le père et les enfants.
> Nous sommes chrétiens...

Nous doutons que la grande tragédie où se joue le sort de la France puisse se terminer aussi glorieusement. Peut-être faudra-t-il encore du sang pour ouvrir les yeux des aveugles et leur démontrer que l'Université, qui fait nos romanciers et nos officiers de salon, ne vaut pas les écoles qui faisaient Turenne et Condé ; et que l'instruction primaire, d'où est venue la *Commune*, ne vaut pas celle où se sont formés les marins et les zouaves pontificaux.

V.-de-P. Bailly,
des Augustins de l'Assomption.

LA POLITIQUE DE DIEU.

—

Les pages qu'on va lire sont dues à la plume d'un courageux et éloquent évêque. L'Europe sait avec quels accents de foi et de patriotisme Mgr l'évêque de Jaen a défendu à la tribune les droits de l'Eglise. Bien que l'auteur fasse à l'Espagne une application particulière de ces grands principes de politique religieuse, il nous a semblé que notre pays pourrait aussi les méditer avec quelque fruit :

Rien ne satisfait autant l'homme public que de correspondre aux desseins de Dieu, en accomplissant ses devoirs et en donnant l'exemple des vertus. Rien ne le déconcerte plus que l'arbitraire ; et rien ne porte à son prestige une atteinte plus grave que de s'abandonner à la tyrannie de ses caprices.

Tout est possible, même l'absurde, quand on remplace la politique de Dieu, qui est une politique de gouvernement, par la politique des passions, fatalement capricieuse, égoïste, dure et inflexible envers le bien.

La politique de Dieu n'admet pas le despotisme ; la politique mondaine le maintient, quand elle le trouve établi, et l'amène, quand il n'existe pas.

Ceux qui se séparent de la politique de Dieu se voient obligés de tolérer les déréglements d'un potentat fortuné et de fléchir le genou devant toutes les abominations ; car, quand il n'y a point de règle, de précepte, ni de morale, la société est en butte aux menaces insolentes de la lie du peuple et des hommes qui ne savent supporter ni les contradictions ni les souffrances.

Créer un genre humain en dehors de celui qui existe, c'est une folie aussi inconcevable que de prétendre réformer la société au moyen de quelques articles inscrits dans les chartes et les constitutions politiques. Et comme, d'après ce que l'on dit, les peuples se constituent, même ceux préalablement constitués, par le seul fait d'imprimer quelques délibérations prises à la majorité des suffrages, il en résulte que toute *destitution* imagina-

ble devient possible, par cela même qu'on peut faire toute sorte de *constitutions.*

Que les hommes veuillent, qu'ils ne veuillent pas, ainsi se passent les choses, parce que telle est la vérité, qu'on ne saurait ni créer ni inventer. C'est pourquoi, dans la politique de Dieu, synonyme de droiture souveraine d'où découlent l'honnêteté, la justice, la paix et l'ordre, on trouve le type, l'exemple et le modèle de toute règle sage et de tout gouvernement acceptable. La morale, de son côté, monte et descend par ce trône souverain, que rien ne peut ébranler, encore moins déraciner.

Les révolutions des empires, leurs épouvantables changements ou leurs lamentables vicissitudes vont et viennent comme va et vient sur lui-même l'homme ivre. Ce qui ne change ni ne s'affaiblit point, c'est la vérité éternelle, règle de la morale incorruptible. De là, les antipathies de la révolution contre l'Eglise; de là les colères et les emportements contre l'autorité. De là aussi ces malheureuses crises qui, à chaque instant, mettent la société en danger et scandalisent la famille. Les révolutions athées sont donc inconciliables avec la politique de la divine Providence. Il ne faut donc pas s'étonner de la haine avec laquelle la vérité est combattue; car la vérité ne serait pas la fille de Dieu, si le démon, père du mensonge, ne la persécutait pas avec acharnement.

On est plutôt saisi d'effroi que d'étonnement, en voyant des hommes instruits ne pas vouloir comprendre que tout édifice bâti sur le sable mouvant doit chanceler à la moindre secousse. Malheur à ceux qui cherchent un abri ou qui prétendent se reposer à l'ombre de chaumières que le vent fait disparaître! Et dire qu'il y a des hommes qui prétendent bâtir des palais sur la base éphémère de théories conventionnelles, fruit gâté du calcul et de l'indifférence. Les peuples gouvernés par de tels artifices sont sujets à de tristes perturbations.

Il n'est pas étonnant de voir les misères humaines chercher un soulagement dans l'aisance au lieu de se résigner à la volonté de Dieu; mais ce qui surprend, c'est qu'on veuille appeler *félicité publique*, *opinion publique*, *bien général* et *progrès hu-*

main, une inconcevable conquête d'inqualifiables factions. Il est plus surprenant encore d'assister à la déroute des bonnes doctrines et des classes sociales, comme quelqu'un qui déplore ce qu'il aurait pu empêcher avec un peu de bonne volonté, de raison et de dignité vulgaire.

On aurait jeté sur les révolutions athées un regard de pitié générale comme sur une folie irréalisable, si la société, attentive à son propre intérêt, eût organisé un plan de louable défense en se maintenant à la hauteur de l'honorabilité chrétienne.

Mais, au lieu d'agir ainsi, la société infatuée a permis et indignement consenti, au préjudice de la raison, que des maîtres audacieux et des romanciers frivoles aient falsifié ce qu'il y a de plus précieux dans la nature rationnelle. On a accueilli avec bienveillance un enseignement vraiment désastreux, qui a détourné la vie humaine de son but le mieux connu, et, en la livrant à toute sorte d'excès, l'a rendue victime d'une honteuse décrépitude.

Il en a toujours été ainsi. Il n'y a pas de plus grand malheur ni de perte plus irréparable que celle qui est occasionnée par des flatteries dévergondées. On flatte le peuple en l'appelant *souverain*, la raison en la qualifiant d'*omnipotente*, les passions en proclamant leur impunité, l'erreur en déclarant qu'elle a des droits et en personnifiant le vice au nom d'une morale universelle que personne n'a définie. Enfin, il y a de la flatterie pour la force agressive, pour l'insulte, pour l'injure ; il y en a même pour la diffamation et l'homicide.

La politique de Dieu n'a pas fait cela; c'est l'ouvrage de la politique athée. Celle-ci est flatteuse, mauvaise mère et détestable maîtresse. Comme elle ne pouvait venir au monde et moins encore y régner, sans briser des liens et sans marcher sur les droits, elle a nié Dieu, source de toute union et de toute paix légitime ; elle a nié la loi, l'autorité et l'origine du droit; elle a nié les principes sur lesquels repose l'ordre social; et, se déclarant autonome, elle a disposé du sort des empires, peut-être comme châtiment de mille condescendances criminelles et de mille et une faiblesses impardonnables.

Les rois ne se prémunissaient pas, et les consuls ne veillaient

point. Blessés par surprise ou dominés par la peur, ils se sont placés d'abord à côté de la révolution tempérée ; ils ont flatté ensuite la révolution courroucée, résolue et imposante, comme si l'histoire ne leur avait pas raconté ce que peuvent les révoltes, quand on les craint ou qu'on les laisse faire ; comme si elle ne leur avait pas dit les désastres immenses des légitimités, quand elles cèdent craintives ou s'intimident indolentes. La négligence n'a jamais profité à personne et, si elle est accompagnée de la crainte, les audaces effrontées apparaissent aussitôt. Quand et comment la révolution athée aurait-elle pu dominer dans un camp défendu par la valeur chrétienne ? Jamais. La seule idée que l'autorité était à son poste et que les diverses classes de la société étaient décidées à soutenir leurs droits, aurait suffi pour intimider et corriger les agresseurs, quels qu'ils eussent été.

On voit les coupables partout. Il y en a dans tous les Etats : toutes les conditions ont dégénéré, toutes les classes ont abandonné le poste providentiel qui leur avait été assigné. La haute société, éblouie par la flatterie de la fastueuse dignité du *procerazgo* (pairie), considère comme importants les pouvoirs dont on l'investissait, sans s'arrêter à l'origine de cette vaniteuse élévation, qui n'était, en définitive, que l'ombre d'une dignité et la triste réalité d'une série de bassesses. Le terrible fantôme de la souveraineté nationale se présentait déjà, la tête haute et l'air provocateur.

Hélas ! les princes, les grands, les évêques allaient bientôt sentir le poids formidable des tyrannies populaires. Le fameux *Estatuto* n'était autre chose que le drapeau élevé pour l'honneur, la gloire et l'avantage d'une démocratie mal dissimulée. La monarchie commença, dès lors, à être illusoire, entourée qu'elle était de constitutionnels, et menacée de constitutions. L'Eglise, sans avoir rien à espérer, avait tout à craindre. Le peuple, toujours disposé à croire ceux qui le trompent, s'imaginait être heureux, parce qu'on lui disait qu'il était un dieu. Les pauvres, les ouvriers et les industriels se persuadaient que les misères et les peines allaient disparaître de la surface de la terre;

et enfin une crédulité, plus épouvantable encore que la séduction dont chacun était victime, permit à la nouvelle barbarie d'arriver au pouvoir qu'elle exerce, sous le titre pompeux de *civilisation moderne.*

Que Dieu pardonne aux auteurs de ces faits ! Puisse-t-il avoir pardonné au fondateur de cet édifice ! Que Dieu et l'histoire aient pitié de ceux qui ont favorisé l'idée et coopéré à cette œuvre de perdition ! Que la patrie soit bienveillante dans ses jugements envers ceux qui se sont appelés ses pères ! Combien seront terribles les charges que la postérité fera peser sur les politiques de circonstance et sur la diplomatie d'occasion !

Je me rappelle que, dans ces jours d'étourdissement, de gala, de réceptions et de revues, on couvrait d'un regard de pitié les quelques hommes de tête et de cœur qui gémissaient sur l'état de notre pays et prédisaient les malheurs actuels. La fumée de mille ambitions, les unes satisfaites, la plupart insatiables, les plaisirs des spectacles, le bruit des soirées, les nausées des bals avaient enivré l'attention, communément frivole, des *auliques* et des courtisans, qui étaient suivis dans leur illusion par une multitude de journalistes et de banquiers fortunés, vivant tous à l'ombre d'une armée qu'on croyait incorruptible ; de telle sorte qu'aucun d'eux ne soupçonnait ce que voyaient clairement les monarchistes de race, par trop méprisés.

Eh bien ! tout a disparu ; les hommes sont tombés au bruit des choses qui s'écroulaient. De nouvelles illusions ont créé de nouvelles espérances fondées sur les résultats des traités ; comme si quelque chose pouvait donner de la consistance à des trônes vermoulus ou à des races volontairement dégénérées. Ceux-là même qui auraient dû les entourer du prestige simplement chrétien semblaient se complaire à raffiner les amusements et à augmenter les plaisirs ; et c'est par l'emploi de tels moyens et d'une telle politique qu'on est arrivé à la décadence de la politique vraie, fondée dans la crainte de Dieu, origine de l'amour de la patrie (1). L'évêque de Jaen.

(1) Extrait de la *Propaganda catolica,* de Palencia.

ORGANISATION DES FACULTÉS LIBRES DE MÉDECINE.

—

Nous recevons la lettre suivante que nous nous empressons de publier. Elle fait connaître les vices intimes de l'enseignement actuel et les moyens propres à créer un enseignement libre qui en serait exempt.

Le P. Bailly, dans la *Revue de l'Enseignement chrétien*, réfutant victorieusement les objections qu'on oppose à la fondation d'une Université catholique, s'appuie sur la parole de notre Divin Maître qui ne faillira pas. Je me rallie de tout mon cœur à ses espérances, et je suis heureux de pouvoir apporter quelques raisons à l'appui de ses arguments.

C'est dans les écoles mêmes que je puise les renseignements que je soumets au public pour lui faire ouvrir les yeux et hâter la réalisation d'une œuvre qui intéresse au plus haut point le bonheur des familles et l'honneur de la France.

Voulez-vous des médecins qui, appelés près d'un malade, aient conscience de donner des soins, non à des bêtes, mais à des hommes composés d'un corps et d'une âme? Voulez-vous des médecins qui, dans l'accomplissement de leurs fonctions, se laissent guider par un autre mobile que l'appât du gain ou d'un peu de renommée? Travaillez à la formation d'une Université catholique, et, s'il plaît à Dieu, au nom de la liberté qui jusqu'ici a été un mot vide de sens, les catholiques ne seront pas toujours sous la direction des athées dans un pays catholique.

Si les catholiques veulent être traités chrétiennement, s'ils veulent que leurs fils ou leurs filles soient auscultés et palpés par des médecins chastes et pudiques, qu'ils revendiquent leurs droits devant la loi et qu'ils consacrent, à la formation d'écoles

catholiques, les sommes, quelques minimes qu'elles soient, qui servent à l'acquisition de choses frivoles, et l'argent nécessaire pour les fondations utiles ne fera pas défaut.

Ce serait une grande erreur de croire qu'il faut, pour former des médecins, des sommes immenses et des locaux splendides. Ce qu'il faut, ce sont des hommes de dévouement. Pour commencer, il suffit de deux ou trois médecins catholiques qui se mettent au service de Dieu et de l'Eglise; on n'en manquera pas dans notre France, le pays du dévoûment et de la générosité.

Cette idée de former des médecins catholiques fut mise à exécution, il y a quelques années, dans notre département, par un médecin vraiment catholique et dévoué, le P. Debreyne, religieux de la Grande-Trappe, près Mortagne.

Il avait si bien réussi *tout seul* à former des médecins, que le gouvernement, jaloux du monopole de l'enseignement supérieur, jugea à propos d'interdire l'enseignement de la médecine dans nos campagnes. O liberté! Néanmoins les élèves du bon et savant religieux purent conquérir leurs grades et, qui plus est, l'estime et la renommée. Quelques-uns existent encore, et jouissent d'une réputation méritée. La réputation du maître et des élèves s'est attachée au lieu même où se donnaient ces leçons de science et de charité. Aussi beaucoup de malades se rendent encore à la Grande-Trappe, croyant y retrouver la santé comme autrefois. Notre grand médecin trappiste est mort depuis quatre ans, mais sa science et sa méthode sont consignées dans des ouvrages qui ne périront pas.

Eh bien! me direz-vous, que faut-il pour fonder une école de médecine? Il faut deux médecins dévoués qui se mettent à la disposition des élèves pour les diriger et leur expliquer les éléments de l'anatomie, de la physiologie et de la pathologie. Il faut, de plus, un hospice dont les médecins soient bienveillants envers les élèves. Qu'on fasse appel au dévoûment des médecins catholiques, et le personnel sera plus que suffisant.

Maintenant, le matériel? Une salle avec quelques bancs, une table, une chaise et un mannequin du d^r Auzou. Voilà tout ce qu'il faut pour former les plus grands médecins et chirurgiens.

Avec moins que cela, l'illustre Velpeau, dont la renommée était européenne, a débuté dans l'étude de la médecine.

Du reste, comment croyez-vous que se fait la médecine à Paris ? Les élèves qui commencent sont complètement abandonnés à eux-mêmes. Personne pour les diriger, personne pour leur expliquer les choses qu'ils ne comprennent pas.

Nous avons, à la Faculté, des professeurs distingués que l'on paie bien et qui jettent leur science, deux ou trois fois par semaine, aux échos d'un vaste amphithéâtre vide d'élèves, mais quelquefois rempli d'amateurs et de flâneurs, qui viennent entendre de grands mots et des doctrines hasardées pour ne pas dire plus. Je ne veux pas nier le talent et le mérite de quelques-uns de ces professeurs ; il suffit de nommer MM. Cruveillier et Sappey, dont les ouvrages sont ou doivent être entre les mains de tous les élèves. Mais ces Messieurs ne peuvent que suivre l'organisation de l'école et le programme qui leur est tracé. Or, l'organisation est nulle pour les élèves, et le programme que suivent Messieurs les professeurs est ridicule.

Comprenez-vous un professeur d'anatomie de la Faculté, chargé d'apprendre l'anatomie aux élèves et qui, pendant la session d'hiver seulement, fait trois fois par semaine un cours d'une heure, ce qui représente un total de quarante-huit heures pour toute l'année ? Or, croyez-vous que ce temps sera employé à expliquer la grosse anatomie, la partie vraiment pratique pour un médecin ? Non. J'ai entendu un professeur qui a passé plusieurs leçons à développer des hypothèses sur les corpuscules de Pacini. Il en est de même des autres professeurs, qui semblent avoir pour but de faire ostentation de leurs travaux dans des questions de haute science et de doctrines souvent controversées. Quel profit retirera de ces belles leçons un élève qui ne sait pas ce que c'est qu'un muscle ou une bronchite ?

Ainsi, je suppose un jeune homme qui arrive du collége avec de bonnes intentions. Il est habitué à avoir un professeur qui lui trace sa besogne, qui lui indique les ouvrages à étudier et lui explique les choses qu'il ne comprend pas.

Arrivé à Paris, il se présente à la Faculté, prend son inscrip-

tion, lit les affiches à la porte de l'école et suit les cours qui lui font plaisir. Il suivra de préférence un orateur qui l'amusera, et après le cours il ira flâner sur le boulevard, en méditant les belles choses qu'il a entendues et qu'il ne comprend pas.

Il fait la rencontre d'un autre flâneur qui lui enseigne un bon restaurant où l'on mange bien, une brasserie où les consommations ne sont pas chères. Puis, peu à peu, entre deux bocks de bière, quand les imaginations sont un peu échauffées, on cause de choses plus intimes et plus sentimentales. Une imagination et une ardeur de vingt ans, au milieu de tous les attraits du luxe et du plaisir ! Comment résister? A la fin de sa première année, le jeune étudiant connaît tous les lieux de plaisir de la capitale. Des condisciples lui ont dit que le premier examen de fin d'année n'est pas sérieux.

On interroge sur la physique, la chimie, l'histoire naturelle, choses dont il a déjà rendu compte dans son baccalauréat. Pas d'anatomie ni de pathologie. Aussi, il n'a fréquenté l'hôpital qu'à de rares intervalles. Le premier hiver, il dort la grasse matinée. C'est si bon, après le collége ! Puis, quand vient l'été, il fait quelques promenades jusqu'à l'hôpital pour avoir une idée de la matière vivante et palpitante.

Vous trouverez l'élève de première année flânant dans un service de chirurgie (salle des femmes). C'est là qu'il va acquérir les connaissances anatomiques, physiologiques et autres, au chevet de jeunes personnes dont plusieurs étalent encore de honteuses cicatrices, pendant que leur attitude est une provocation à la vie désordonnée qui les a conduites en ce lieu.

Réjouissez-vous, bons parents qui envoyez vos fils commencer leurs études médicales à Paris. A la fin de sa première année, votre enfant pourra vous raconter des histoires éhontées et scandaleuses, qui vous amuseront bien.

Au retour des vacances, notre étudiant, s'il s'en tient encore aux cours de la Faculté, n'aura pas vu le quart de ses matières pour la fin de sa deuxième année. Et comme personne n'est chargé de le diriger et de l'exciter au travail, il se fera refuser à son examen et commencera la série de ces refus périodiques

et annuels qui font les étudiants de dixième et de quinzième année, si nombreux à Paris.

Pour passer son examen de deuxième année, l'étudiant doit se livrer à des travaux de dissection. Il donne vingt francs pour être admis à l'école pratique. On le met en série et on lui dit de revenir plus tard. Enfin, au bout de quelques semaines d'attente, il se trouve devant un cadavre avec trois ou quatre inconnus, ses condisciples, souvent aussi ignorants que lui dans l'art de disséquer. *La Faculté n'a pas encore prévu le cas d'un jeune homme qui commence.* Vous pouvez croire que les travaux de ces jeunes débutants seront bien intelligents et leur seront surtout bien profitables !

Mais on vous dira : il y a un prosecteur dans chaque pavillon. C'est vrai. Un pavillon se compose au moins de quarante étudiants. Le prosecteur est un ancien interne des hôpitaux, toujours très-capable. Il a conquis ses titres dans des concours.

Il est chargé de mettre les étudiants en série de 5 par chaque table, et de surveiller — l'atmosphère du local probablement ; car il ne s'occupe pas des travaux des élèves. C'est un homme laborieux, et il se livre pour son propre compte à des travaux et à des études qui doivent lui servir pour d'autres concours. Il se chargera volontiers de 5 ou 6 élèves moyennant finances : chacun vit de son métier à Paris. Voilà la brillante organisation de la Faculté de Paris !

Maintenant, voulez-vous savoir comment un étudiant laborieux et industrieux se tire d'affaire : — Il commence par laisser de côté les cours de la Faculté. Il se contente d'étudier les questions de ses examinateurs, quelques jours avant ses examens.

Et le reste du temps, il étudie la médecine pour lui-même et sa future clientèle.

Il acquiert cette médecine pratique et vraiment utile, chez des professeurs libres qui ne dépendent point de la Faculté. Ce sont ordinairement d'anciens internes qui se préparent aux concours de l'agrégation ou des docteurs qui professent des spécialités, comme les maladies des yeux, des oreilles, etc., et qui, pour se faire connaître, ne reculent pas devant les pénibles

fonctions du professorat. Leurs cours sont libres et ordinairement gratuits. Ces cours se font dans un des petits amphithéâtres de l'école pratique ou au domicile des docteurs eux-mêmes. Quelques bancs, une table et une chaise font tout l'ornement de ces cours qui, seuls, sont suivis par les élèves sérieux.

Honneur à ces généreux athlètes de l'enseignement libre. C'est à eux que revient le mérite de nous avoir formés presque tous ; à eux et aux médecins et chirurgiens des hôpitaux. Car, dans les hôpitaux de Paris, on trouve encore des hommes de dévoûment qui se consacrent à leurs élèves et à leurs malades. Et ce sont ceux-là qui sont privés des honneurs et des gros bénéfices.

Ces hommes sont bien connus pour leur mérite et leur dévouement ; mais il y a eu un mot d'ordre fidèlement exécuté à la Faculté de médecine de Paris, et ce mot d'ordre était d'exclure tout talent qui n'adhérait pas aux doctrines de la coterie matérialiste. Ces messieurs veulent une faculté matérialiste et athée ; une faculté où il ne soit question ni de Dieu, ni de l'âme, ni de la liberté de penser autrement.

Mais il faudrait savoir si cette Faculté aura toujours le droit d'imposer ses idées corruptrices à toute la jeunesse française, et si les catholiques continueront à se soumettre à ses prétentions et à envoyer leurs enfants et leur argent dans un tel foyer de corruption.

Il est temps de revendiquer pour la province des libertés qui ne s'exercent qu'à Paris. S'il y a des professeurs libres à Paris, pourquoi n'y en aurait-il pas en province ?

Comment, pères de famille, vous voyez qu'on ne s'occupe pas de vos enfants à Paris, et vous persistez à les y envoyer ! Ouvrez enfin les yeux sur vos intérêts et l'avenir de vos enfants. N'attendez pas que vos fils aient puisé le germe des maladies honteuses pour les retirer de ce foyer infect. Donnez votre concours à ceux qui veulent fonder des écoles près de vous ; des écoles où vos enfants trouveront un double avantage : la science et la pureté des mœurs. C'est votre devoir comme pères de famille et comme catholiques. F.-N. Lelièvre,

Docteur-médecin de la Faculté de Paris.

LETTRE D'UN HUMBLE FRANÇAIS

A UN FIER JEUNE HOMME.

(Suite et fin).

J'ai dit, et je le répète, qu'il serait difficile de rien trouver de plus grandiose que votre style ; l'exorde de votre second discours (car il y a bien deux discours en un, comme il y avait deux ministres en vous) m'a vivement impressionné par son ton solennel et presque biblique.

« Sachez-le ! », vous écriez-vous, avec non moins de majesté que le prophète quand il disait : *Et nunc, reges, intelligite.*

« Sachez-le, vous ne serez véritablement en état de vous faire respecter en Europe que le jour où vous serez assez puissants à l'intérieur ; et quand je me demande quelle est la plus pressante, la plus urgente de toutes les réformes, j'en reviens toujours à considérer que rien ne sera fait, que rien ne sera fructueux, que rien ne pourra purifier les âmes, rapprocher les classes (car, malgré la loi, il y a encore des classes, quoi qu'on en dise) comme une bonne somme d'éducation, d'instruction bien distribuée, obligatoire, gratuite ; et, permettez-moi le mot, quoiqu'il ne soit pas fort à la mode, absolument laïque ».

Ouf ! quelle phrase, et quel larynx ! — On a vivement applaudi ; je le crois bien. Pour débiter une pareille tirade tout d'une haleine, savez-vous qu'il faut avoir des poumons retour de Saint-Sébastien ?

Mais, très-honoré maître, laissons de côté ce tour de force, et permettez-moi de vous demander pourquoi vous réclamez si pompeusement une instruction absolument laïque ?

Serait-ce parce que, la vôtre ayant été *absolument ecclésiastique* au petit séminaire de Cahors, où elle fut aussi (m'a-

t-on assuré) *non moins absolument gratuite*, grâce à un de ces hauts dignitaires de l'Eglise, que vous détestez si cordialement, vous auriez fini par reconnaître qu'elle manque un peu de solidité ?

L'indiscrète rectification que se permirent certains journaux réactionnaires, à l'époque où, avec *une joie immense*, vous annonciez, par une dépêche triomphante, *urbi et orbi*, que le général Ducrot venait de traverser la Marne sur un point où cette rivière n'a pas l'habitude de couler, vous aurait-elle donné des doutes sur la science géographique de.......vos professeurs ?

Serait-ce parce que, en plusieurs autres circonstances, les généraux, pour les fautes desquels vous étiez pourtant si indulgent, eurent la brutale franchise de vous faire entendre que, chez vous, le tacticien était encore fort au-dessous du géographe ? Serait-ce par une foule de motifs analogues qu'il serait trop long d'énumérer ?

Dans ce cas, il y aurait un commencement louable de retour sur vous-même, une première lueur de modestie à laquelle il faudrait rendre hommage, mais qui semblerait en contradiction flagrante avec ces formes dogmatiques et excessives : « sachez, apprenez », et autres, qui ont scandalisé le journal *le Temps*.

Et puis, même cette modestie, si bien fondée (je l'avoue) que personne ne songerait à vous en faire un reproche, serait-elle réellement un argument en faveur de votre thèse ?

De ce que vous avez mal appris, s'ensuit-il que vos professeurs vous eussent mal enseigné, et que tous vos condisciples au petit séminaire de Cahors fussent aussi ignorants que le petit boursier Léon Gambetta ?

Assurément non. Vous l'avez oublié, mais d'autres s'en souviennent encore ; vous n'étiez ni le premier, ni des premiers dans votre classe : vous étiez quelque chose comme une médiocrité, ni plus ni moins.

Mais enfin, supposons qu'il y eût en vous l'étoffe suffisante pour faire, dans un lycée, un de ces sujets hors ligne que, grâce à une alimentation particulière, l'Université transforme en lau-

réats du concours; admettons que ce soit uniquement par la faute de vos professeurs que vous ayez ignoré le point précis où coule la Marne et bien d'autres choses plus importantes encore; doit-on en conclure qu'il faille absolument proscrire les écoles ecclésiastiques ?

Il me semble que ce serait singulièrement généraliser une déduction applicable tout au plus petit séminaire de Cahors; et il me le semble d'autant plus, que, dans ces dernières années, les concours ouverts par M. Duruy, les épreuves subies pour le baccalauréat et la statistique des admissions aux écoles spéciales ne démontrent pas précisément la supériorité des élèves des écoles laïques sur ceux des écoles ecclésiastiques.

Il est bien vrai que, contrairement aux preuves qui nous auraient semblé irréfutables, données par le résultat des concours, vous affirmez que tous les efforts du clergé ou des congrégations religieuses tendent à ce but unique : « perpétuer la halte de leurs élèves dans la confusion, parce qu'ils comprennent que, toutes les fois qu'ils font un lecteur, ils se font un ennemi ».

Oh! mais alors que font donc vos instituteurs laïcs dont les élèves ne peuvent pas lutter avec ceux du clergé?

C'est à n'y plus rien comprendre.

Et le clergé lui-même, les prêtres, que font-ils ? Ils ont tout à gagner à l'ignorance des masses, et ils s'acharnent à leur enseigner cet *a b c* de la science fatale qui, de chaque homme, doit leur faire nécessairement un ennemi ! Et cela, dans le but de les dominer !

Nous le croyons, parce que vous le dites; vous, qui le dites, le croiriez-vous ?

Mais voici qui est bien plus fort : vous même, Monsieur, vous qui désirez de toutes les forces de votre âme enlever au clergé sa funeste influence; vous, dont d'imprudents ecclésiastiques se sont fait un ennemi en vous enseignant à lire; vous, qui êtes sûr que le même résultat sera obtenu pour chaque élève arrivé à s'affranchir de toute superstition par le syllabaire, vous voulez arracher ce livre des mains des frères des Ecoles chré-

tiennes; vous voulez enlever à vos adversaires l'arme avec laquelle ils se suicident !

En vérité, c'est trop de générosité, ou trop peu.....de bonne foi. De grâce, laissez donc vos ennemis s'égorger eux-mêmes, votre conscience sera à l'abri de tout reproche, et leur sang ne retombera que sur leur tête.

Voilà ce que je me disais en lisant la phrase à effet qu'on a si fort applaudie à Saint-Quentin, et je vous avoue que je m'affligeais un peu de vous voir si peu conséquent avec vous-même et si peu reconnaissant des soins de vos anciens professeurs.

J'étais loin encore de soupçonner la surprise qui m'attendait quelques lignes plus bas :

« Non (vous écriez-vous), je ne suis pas hostile à la religion » ; et presque aussitôt vous faites profession d'une sympathie touchante pour le bas clergé, dont les labeurs et les souffrances vous arrachent des larmes.

Comment ! tout à l'heure vous nous disiez que tout homme qui sait lire est ennemi du clergé, et maintenant..... Est-ce que par hasard vous n'auriez même pas appris à lire, M. Gambetta? ou bien chaque phrase de votre discours si justement applaudi a-t-elle la prétention de démentir la phrase précédente? C'est un genre que vous aviez adopté pour vos dépêches, et dans ce cas je vous conseillerais de vous en tenir aux seuls passages de votre belle harangue qu'il ne vous soit pas nécessaire de réfuter; votre larynx, les mains de vos claqueurs et le cerveau de vos lecteurs y gagneront. Je pourrais ajouter que votre réputation comme logicien n'aurait rien à y perdre.

Car, tel qu'il est, votre superbe discours ressemble singulièrement à un buisson épineux; on s'y sent accroché de tous les côtés et tiré dans tous les sens: le clergé est ennemi des lumières et il faut lui ôter de force la lumière des mains; tout homme qui sait lire est son ennemi, et vous, qui savez lire, vous l'aimez énormément.

Si vos auditeurs bénévoles de Saint-Quentin vous ont aussi bien compris qu'applaudi, ils doivent être doués d'une rare dose d'intelligence. Il est vrai que, dans votre lettre à M. Delière,

vous avouez, avec une franchise qui vous honore, que, pour assurer votre succès, vous aviez groupé « *dans une salle à couvert, et tout à fait commode, ceux de vos amis disposés à entendre ce que vous avez cru utile de dire à votre parti* ».

Allons, constatons cette fois un progrès, il ne date malheureusement que de la fin de la guerre; n'importe, c'est un progrès, vous devenez prudent. Vous prenez soin de vous procurer une *salle couverte*, rien n'est plus dangereux pour le larynx que le grand air. Vous la choisissez *tout à fait commode*, et vous avez raison : il faut cela pour engager le public à rester jusqu'à la fin d'une pièce ennuyeuse et rebattue. Vous y groupez des amis, non pas tous, il s'en faut, mais seulement les amis éprouvés et assez faméliques pour consentir à vous écouter, à la seule condition qu'ils seront bien repus.

Ils ont applaudi à chaque phrase, mais là, vigoureusement, pour se tenir éveillés jusqu'au bout; et jusqu'au bout vous avez débité votre fameux discours-programme.

Voilà ce qui s'appelle un beau triomphe, mais aussi cette fois vous aviez pris les vrais moyens pour *organiser la victoire.*

Seulement, prenez-y garde; nous qui n'avons pas participé aux douceurs de vos banquettes et de votre banquet, nous ne sommes pas plus tenus à nous laisser abattre par vos triomphes faciles de salle à manger que les Prussiens par vos victoires de cabinet.

Vous nous avez fourni, dans de si tristes circonstances, de telles preuves de votre amour pour la vérité, qu'il est permis, sans vous faire injure, de douter de la franchise de vos paroles, même, j'allais dire surtout, quand vous nous donnez l'assurance formelle de *votre désir immense d'être compris;* et quand vous prétendez nous éclairer, nous sommes fondés à croire que c'est vous qui avez intérêt à nous *faire faire une halte dans la confusion.*

L'inextricable enchevêtrement de vos phrases à effet, qui se contredisent, peut avoir plu à vos amis si bien triés de Saint-Quentin; pour les gens à jeûn, ces artifices vulgaires ne sont que piéges d'avocat soutenant une mauvaise cause.

Vous demandez de toutes vos forces, de toute la puissance de votre âme, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la séparation de l'Eglise et de l'école; vous demandez cette dernière au nom de la liberté des consciences que l'Eglise *peut, doit opprimer;* au nom même de votre amour filial pour l'Eglise, qui a beaucoup perdu du respect qu'on portait aux ministres des cultes, depuis qu'on les a vus cesser d'être des apôtres pour devenir des agents passifs aux mains d'un pouvoir occulte et étranger ».

Quand on a l'impudence de prononcer de semblables paroles, on devrait au moins avoir le courage de les expliquer.

Ce courage, vous ne l'avez pas, et cela pour deux motifs : le premier, c'est que vous êtes sûr d'être compris par tous ceux qui, comme vous, haïssent l'Eglise, parce qu'ils haïssent la liberté vraie; le second, parce que vous espérez que, grâce à vos précautions oratoires, vous tromperez les niais et que vous les attirerez à vous en les engluant de vos grands mots.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous savons ce que ces termes signifient dans votre bouche, et en voici la traduction : Nous voulons que l'Etat, c'est-à-dire moi, Gambetta, redevenu dictateur, et mes amis ou mes parasites, nous appauvrissions le clergé encore plus qu'il ne l'est, en cessant de lui payer un salaire qui n'est, en réalité, qu'un intérêt ridiculement mesquin des biens que nous lui avons volés; nous voulons, en outre, que personne à l'avenir ne puisse rien donner à l'Eglise, qu'elle ne puisse rien posséder et qu'elle meure d'inanition. Voilà ce que nous appelons séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La séparation de l'Eglise et de l'école part d'un sentiment tout aussi filial et signifie : Nous ne voulons plus d'instruction religieuse; la religion nous gêne; elle fait des hommes, nous voulons des esclaves; nous reconnaissons que, malgré les millions que nous coûte l'instruction laïque, malgré les faveurs dont nous l'entourons, nous ne pouvons pas lutter contre les congrégations religieuses; nos armées, nos écoles, nos administrations sont envahies par une jeune génération formée par les soins d'un clergé auquel nous ne donnons rien; un moyen seul nous reste, c'est d'interdire, à des hommes qui nous gênent, de

continuer à enseigner ce qu'ils savent mieux que nous ; c'est de forcer les parents, auxquels nous faisons payer nos professeurs, mais à qui nous laissons à payer les leurs, à retirer leurs enfants de l'école chrétienne, qu'ils ont choisie, pour les mettre dans notre école athée, qu'ils ne veulent pas.

Voilà quel est le but que vous aviez avoué à vos seuls confidents, M. Gambetta ; et, par un étrange abus de mots, c'est au nom de la liberté de conscience que vous prétendez vous arroger le droit de violenter la conscience des parents dans la première de leurs libertés, dans le plus grand de leurs devoirs, la direction de l'éducation de leurs enfants.

S'il n'était question que d'une industrie vulgaire, vous trouveriez des phrases émues pour flétrir le monopole qui la mettrait dans une seule main ; vous proclameriez le droit légitime de la libre concurrence, qui pousse au perfectionnement nécessité par la lutte ; vous seriez exagéré, comme toujours, dans vos opinions ; mais, là du moins, vous auriez le droit de dire : Je combats pour la liberté. D'où vient donc que, dans la question de l'instruction publique, vous parlez d'une manière toute différente ? Le clergé est ignorant, dites-vous ; tant mieux pour vous, qui le détestez ! Ouvrez des concours entre ses écoles et les vôtres ; démontrez, par les éclatants succès des élèves auxquels vous aurez enseigné les sciences « dans leur rigueur et leur majestueuse simplicité », l'incomparable supériorité de l'instruction purement laïque ; tenez la balance égale entre les deux camps, et votre triomphe sera d'autant plus assuré qu'il sera plus mérité ; mais, parce que vous vous sentez inférieurs en science, n'allez pas courber violemment toute une société sous votre odieux monopole, et passer sur les jeunes générations de la France le despotique niveau de votre ignorance envieuse.

Ah ! s'il ne s'agissait que de cette élévation du niveau de la science, sans laquelle il ne peut y avoir (dites-vous avec emphase) de « citoyens libres et forts » ; s'il ne s'agissait que du plus grand honneur de l'Université et de la gloire du sacerdoce, je doute que vous eussiez pris la peine de prononcer un si long discours et de dépenser tant d'indignation patriotique.

La science, vous vous en souciez peu, et pour cause, M. Gambetta; vous nous avez souvent prouvé qu'elle avait trop peu l'honneur d'être connue de Son Excellence le dictateur délégué pour qu'il s'occupât beaucoup de son avancement.

L'Université et les écoles laïques vous sont probablement tout aussi étrangères; elles ont jusqu'à ce jour vécu en face des écoles congréganistes, sans avoir besoin de votre protection, et je doute qu'elles vous eussent choisi pour leur avocat; car, si jamais elles dépendaient de vous, leur sort serait peu enviable.

Quant à l'Eglise et au clergé, on se figurerait difficilement qu'ils pussent avoir un réformateur à la fois si zélé, si rempli de bonnes intentions à leur égard, et en même temps un adversaire qui joigne à un tel degré la haine et l'imposture.

Assurément, vous êtes loin d'être un homme instruit, monsieur le dictateur; mais il est impossible que vous ignoriez assez les premiers éléments de cette histoire que vous invoquez avec tant d'outrecuidance pour ne pas savoir que, à chacune de vos assertions effrontées, elle répond par le démenti le plus formel.

Les arguments, ou plutôt les injures, que vous employez pour vous refaire une popularité, et pour raccrocher dans la boue cette autorité, que vous pleurez parce que vous l'avez perdue, et qui nous a coûté tant de sang et de ruines, ne sont, vous le savez bien, qu'autant de mensonges usés jusqu'à la corde et de calomnies mâchées jusqu'au dégoût.

Vous osez dire, en parlant du clergé, et en particulier de ce haut clergé auquel, quoique vous lui deviez tout, vous voudriez lancer au visage des crachats qui vous retombent sur la face, qu'il n'y a plus de clergé français. En face des vulgaires *prêtrophages* qui ont consenti, pour un dîner, à *écouter les choses utiles* que vous aviez à leur dire, vous vous faites servir à part, vous ne voulez manger que du *cardinal*; car partout vous aimez à mettre votre égalité à un certain degré de supériorité; et, oubliant à dessein la noble conduite de tous nos évêques, l'héroïque dévouement de plusieurs d'entre eux, martyrs de leur patriotisme, vous leur reprochez de n'être plus français, vous qui, pendant que la France pleure sur ses malheurs, dont

une partie au moins n'a d'autre cause que votre orgueilleuse incapacité, allez vous reposer au pays des guitares et des sérénades.

Vous osez accuser le clergé tout entier d'être cosmopolite et de n'avoir pas de patrie, vous qui vous entouriez d'étrangers, à quelques-uns desquels vous donniez, il est vrai, des lettres non-seulement de naturalisation, mais de *noblesse*; vous qui battiez des mains au lendemain de Sadowa; vous qui infligiez à de braves soldats la honte de servir sous les ordres d'un Garibaldi, l'insulteur perpétuel de la France et de sa religion; vous qui avez attiré dans notre pays cette boue de toutes les nations qui a fini par être l'armée de la Commune, après avoir été l'armée du pillage et de la lâcheté ! Vous avez la triste impudence de prononcer ces paroles, non moins flétrissantes pour celui qui les dit que pour ceux qui y applaudissent :

« Si vous confiez l'éducation aux prêtres, quand vous aurez à faire appel à l'énergie d'hommes élevés par de tels maîtres; quand vous voudrez mettre en mouvement ce peuple; quand vous lui parlerez de ses devoirs de citoyens; quand vous voudrez exciter en lui des idées de sacrifice, de dévouement à la patrie, vous vous trouverez en présence d'une espèce humaine amollie, débilitée, résignée à subir toutes les infortunes comme des décrets de la Providence ».

Et ces paroles inqualifiables, c'est au lendemain des grandes épreuves que nous venons de traverser que vous avez l'*audacieuse lâcheté* de les prononcer ! Oui, vous êtes un audacieux, car vous savez, aussi bien, sinon mieux que personne, comment se sont conduits sur le champ de bataille ces catholiques amollis et débilités qu'on appelait les zouaves pontificaux, les bretons de Cathelineau, les frères des Ecoles chrétiennes. Vous les avez vus à l'œuvre; le monde les admirait autant qu'il méprisait vos tirailleurs de Flourens, qui ne savaient que troubler Paris par leurs hurlements et déserter en masse devant l'ennemi; vos francs-tireurs de Perpignan et d'ailleurs, insignes par leur indiscipline et leur lâcheté; vos légions garibaldiennes, terreur des villes et des campagnes, qui ne savaient que piller et fuir; vos volontaires républicains, si fiers et si virils, que vous fûtes

obligés de les faire cerner par la gendarmerie pour les obliger à marcher en avant.

Vous avez la mémoire courte, monsieur le dictateur. Relisez vos dépêches et vos circulaires, et vous y retrouverez les phrases énergiques de blâme que vous arrachait la lâcheté de vos amis, les fiers républicains libres-penseurs. Vous y retrouverez aussi les éloges décernés par vous à ces catholiques ramollis, dont la vaillance, née du patriotisme et du sentiment du devoir, n'avait besoin, pour être stimulée, ni de vos gendarmes, ni des éclats de votre clairon dictatorial.

En les insultant aujourd'hui, vous êtes un audacieux, mais votre audace est celle d'un lâche ; car vous ne les attaquez que parce qu'ils ne vous sont plus utiles, aujourd'hui qu'ils sont rentrés sans bruit dans leurs foyers ; parce que, vous le savez, ils dédaigneront vos injures comme ils avaient dédaigné vos éloges ; et que ces insultes, vous ne les leur prodiguez, au mépris de votre conscience, qu'afin de payer, par ces injures, les voix honteuses que vous mendiez dans les bas-fonds de la démagogie, pour redevenir quelque chose dans un pays où, il y a quelques mois à peine, vous prétendiez être tout.

Ma lettre est déjà bien longue; elle le serait encore plus que votre discours, si je voulais relever toutes les inepties honteuses qu'il renferme, tous les mensonges qui y sont accumulés.

Vous haïssez le clergé, mais vous en avez peur ; et vous tentez auprès de lui ce que vous avez si souvent essayé auprès de l'armée : décrier les chefs, pour semer la division et l'indiscipline parmi les soldats.

L'armée a montré à « vos électeurs » le cas qu'elle faisait de vos accusations d'impéritie et de trahison prodiguées à ses généraux ; elle s'est levée tout entière à la voix de ses chefs, et, en dépit de leurs canons, de leurs forts et de leurs barricades, elle a balayé d'un seul élan votre ramassis de bandits de toutes les nations.

Le clergé, malgré vos attaques, ne restera pas moins uni; vos flagorneries intéressées ne produiront chez les plus humbles prêtres qu'un immense dégoût ; et ce n'est pas à eux que vous

persuaderez qu'il y ait une institution plus démocratique que l'Eglise, où le plus élevé dans la hiérarchie se glorifie par-dessus tout de son titre de prêtre, et où d'ailleurs il n'y a qu'à parcourir la liste des évêques, des archevêques et des cardinaux, pour s'assurer que nulle part l'illustration de la race n'a moins contribué à élever à ces lourdes dignités, auxquelles donnent seules accès l'illustration du talent et la sainteté de la vie.

Cessez donc de frémir d'indignation, lorsque vous vous rappellerez ces paroles d'un cardinal que vous citez comme odieuses : « Mon clergé, c'est un régiment ; quand je parle, il faut qu'il marche ». Elles ne prouvent qu'une chose, c'est que ce prince de l'Eglise est aussi sûr de la discipline de son armée que vous avez pu vous convaincre de l'indiscipline de la vôtre ; qu'il sait que les prêtres obéiront avec joie, avec empressement et qu'aucun de leurs chefs n'éprouvera le même affront que ce dictateur qui, après avoir annoncé, avec son arrogance ordinaire, qu'il allait à Lyon punir un crime horrible et arracher le drapeau rouge, symbole de la révolte, revint piteusement, laissant le drapeau rouge à l'hôtel de ville et les assassins impunis.

Ces humbles desservants préfèrent de beaucoup leurs *tyrans* actuels, qui les aiment et les honorent, à l'avocat officieux qui daigne laisser tomber une larme de pitié sur leur sort et les traite, avec une arrogance risible, « d'hommes ayant reçu quelques notions très-courtes, très-incomplètes, très-obscures ».

Mais, à quoi bon s'arrêter ? Cette longue tirade « n'est qu'une idée que l'orateur jette en passant » ; et il en revient à ses sublimes théories de l'instruction laïque, obligatoire et gratuite.

Laïque, c'est-à-dire athée et destinée à pétrir une société sur votre modèle, M. Gambetta.

Obligatoire, pour que personne n'échappe à la corruption.

Gratuite, épithète trouvée pour séduire les sots qui se paient d'un mot ronflant, qui ne savent pas que l'instruction gratuite existe déjà pour ceux qui ne peuvent la payer, et que, lorsqu'elle sera gratuite pour tous, tous seront obligés de rembourser par les impôts le généreux cadeau que vous avez l'air de leur faire.

Je dis *vous*, parce que tout ce discours n'a pour but réel que votre importante personne; parce que, dans votre bouche, le mot république veut dire : Léon Gambetta, exerçant un pouvoir despotique ; parce que, depuis votre chute d'un pouvoir dans lequel vous vous êtes montré également orgueilleux, brutal et faible, insolent et incapable, vous n'aspirez qu'à ressaisir, n'importe par quels moyens, la haute position dont vous avez si étrangement abusé et d'où il a fallu vous chasser. Trop poltron pour avoir participé à la conspiration de vos amis et collègues, les Blanqui, les Raspail et les Rochefort, vous avez le triste courage de venir réclamer leur héritage sanglant.

Certes, une dictature vaut mieux qu'un ponton, et un discours après dîner est moins dangereux qu'une lutte sur des barricades ; mais malheureusement pour vous, votre désintéressement est trop percé à jour. Vous avez beau vous déguiser en républicain austère et convaincu, vous envelopper d'insinuations doucereuses et de réticences que vous croyez habiles, protester de la pureté de vos intentions ; vos paroles mielleuses, pas plus que vos éclats oratoires, vos colères pas plus que vos larmes, ne trompent plus que ceux qui veulent être trompés. On sait que, dans votre bouche, « république » veut dire *autocratie ;* « liberté », *despotisme ;* « instruction », *corruption obligatoire par l'ignorance ;* que, si vous dites « laïque », c'est que vous n'osez dire « athée ».

On sait tout cela, M. Gambetta ; on fait plus que deviner, on voit clairement le sens caché de vos paroles ; et quiconque a lu attentivement votre discours de Saint-Quentin n'a pas besoin d'une grande pénétration pour démêler, dans cet épais tissu de mensonges et d'hypocrisies , quels motifs vous ont poussé à « dire des choses que vous pensiez utiles pour la république », c'est-à-dire pour vous.

Vous soupirez après votre dictature, vous sacrifiez la France à votre ambition, vous mendiez des suffrages par des moyens honteux ; vous vous posez en apôtre ; et, comme on vous l'a dit avec tant de modération : « Vous n'êtes qu'un prétendant » !

A. DE LAMOTHE.

CORRESPONDANCE.

—

L'APOSTOLAT DU DIMANCHE.

La lettre suivante nous paraît indiquer un moyen excellent de promouvoir en France la restauration du repos dominical. Ce moyen n'a pu être inspiré à l'auteur que par l'esprit de Dieu, et nous désirons qu'il rencontre, pour réaliser le plan qu'il propose, un zèle digne de ses bonnes intentions.

Mon Révérend Père,

J'étais très-préoccupé de la pensée de ce qu'il y aurait à faire pour rétablir en France l'observation du dimanche, lorsque j'ai reçu le *Bulletin de Saint-François-de-Sales*, où se trouvent consignées vos observations à ce sujet ; elles m'engagent à vous communiquer une idée que je nourris depuis longtemps déjà, à laquelle vous ferez l'attention qu'elle peut mériter, idée que je ne puis cependant passer sous silence; car Dieu, vous le savez, emploie quelquefois à son service des instruments de rebut.

Le dimanche ne se rétablira chez nous qu'autant qu'il sera prêché simultanément, ou presque simultanément, dans toute la France, aux riches et aux pauvres, aux paysans et aux ouvriers, aux fabricants et aux propriétaires ; il faut provoquer un mouvement analogue à celui des sociétés de tempérance en Amérique. Ce n'est pas une œuvre qui puisse se faire petit à petit et par morceaux ; et cela se conçoit, parce que, sur ce point, nous dépendons les uns des autres. A quoi bon ne pas voyager le dimanche, si mon voisin plus pieux que moi, si des prêtres souvent voyagent le dimanche ? Et les administrateurs des chemins de fer, de leur côté, ne réduiront le nombre des trains qu'autant qu'il se sera produit une diminution notable dans la circulation.

Il faut donc un ensemble et en outre des engagements publics et précis ; et pour obtenir cela, un système de missions, enveloppant tout le pays. Ces missions ne devraient avoir que ce but là,

pas d'autres ; elles seraient données par une vaste association de prêtres, sous la direction d'une congrégation. Dans les grands centres, on pourrait s'adjoindre des laïcs pour des conférences aux ouvriers.

Une semaine serait assez pour développer plus ou moins, suivant les besoins de chaque localité, un thème fait à l'avance et parfaitement tracé. — Ce thème, il faudrait une certaine science pour le bien composer ; il faudrait étudier ce qu'est le dimanche chez les nations industrielles qui l'observent rigoureusement.

Quant aux détails ; il ne me convient pas de les indiquer — mais permettez-moi d'insister sur cette pensée : *une action d'ensemble, simultanée et publique.*

A quoi servent toutes nos dévotions privées ? Il est temps que notre piété soit la piété du citoyen, et non plus celle de l'individu. Ce n'est pas le moment de dire : *Intra in cubiculum tuum*, mais plutôt : *Luceat lux vestra.*

Que cette pensée germe dans un cœur dévoué, qu'elle se répande dans une congrégation fervente, que, de là, elle gagne le clergé ! Ce ne sera ni de la république, ni de la monarchie, et pourtant ce sera de la vraie et bonne politique.

Grain de sénevé, Dieu peut lui donner l'accroissement.

Le vœu exprimé dans la lettre suivante a déjà appelé notre attention. Les développements que la *Revue* semble être appelée à recevoir nous permettront d'y satisfaire prochainement dans une plus large mesure.

Monsieur le Rédacteur,

... Permettez-moi de vous exprimer un vœu et de vous en exposer les motifs. Pour le moment, la grande affaire de votre *Revue* c'est d'attaquer, de combattre, de chercher à ruiner l'Université et de fonder des universités catholiques. Les vrais amis de la Religion et de la société ne peuvent qu'approuver vos vues sur ce double objet, encourager vos efforts, accueillir avec reconnaissance les études remarquables que vous publiez sur ce sujet, chercher à propager vos idées, enfin vous venir en aide, chacun selon ses forces, pour favoriser, pour hâter la

réussite de vos projets. Que la *Revue* continue à poursuivre cette œuvre capitale ; que ceux qui ont le talent et la science nécessaires traitent ces grandes questions : ils auront bien mérité pe l'Eglise et de la France.

Mais il me semblerait désirable que, sans restreindre en rien le développement des considérations qui se rattachent à cet important sujet, votre *Revue* réservât une petite place pour ce que j'appellerai la partie pratique de l'enseignement chrétien. Je ne doute pas que les écoles catholiques ne marchent dans la bonne voie et ne produisent d'heureux résultats. Mais je suis convaincu aussi que, sous ce double rapport, on pourrait faire encore mieux. Dans la plupart des écoles, petits-séminaires ou autres, à côté de quelques hommes de savoir et d'expérience, se trouvent bien des jeunes maîtres, pleins de bonne volonté, de dévoûment, et surtout très-intelligents. Mais ils ne sont pas formés à l'art si délicat, si complexe, d'instruire et d'élever la jeunesse. Les premières années de ce ministère doivent leur être dificiles et laisser à désirer pour le bien de ceux qui leur sont confiés. Sans doute, il y a dans chaque maison des hommes qui peuvent leur donner d'utiles conseils et leur servir de guides ; mais ces hommes ont leurs occupations spéciales, qui ne leur laissent pas beaucoup de temps à consacrer à la direction de leurs jeunes collègues. D'ailleurs, et c'est ici une considération essentielle, on n'aura jamais par cette voie que la pensée d'un homme, tout au plus les traditions d'une maison, ce qui touche de bien près quelquefois à une certaine routine. On a fait ainsi jusque-là, et on continuera de même. Cependant, ailleurs, on suit d'autres méthodes, on emploie d'autres moyens qui réussissent mieux, mais on les ignore.

Sans doute encore, il existe des livres sur ces sujets ; ainsi le grand ouvrage de Mgr Dupanloup, le *Ratio docendi* des Jésuites, et autres. Mais chacun n'a pas ces livres; quelquefois le temps manque pour les lire; de plus, ils sont aussi plus ou moins composés au point de vue d'une expérience ou d'un système trop personnel; et enfin, il y a toujours, en cela comme en beaucoup de choses, des améliorations, des progrès qu'il est utile de connaître.

Comment rémédier à ces inconvénients? La mesure la plus efficace serait probablement la création d'écoles normales, destinées à former des maîtres chrétiens, et il est bien à espérer que l'on pourra plus tard fonder des écoles de ce genre. Et encore, pour que cette institution produisît de bons résultats, il faudrait qu'on s'y attachât moins à préparer aux divers grades universitaires, qu'à apprendre jusqu'aux plus petits détails la manière d'enseigner, de former les cœurs, les caractères.

La science est sans doute nécessaire au maître, mais elle ne suffit pas ; souvent, avec beaucoup de science, on est un médiocre professeur, un mauvais précepteur.

Quoi qu'il en soit, en attendant que les jeunes maîtres puissent faire leur noviciat, et comme leur apprentissage, dans des écoles destinées *ad hoc*, que faire pour leur venir en aide?

Il me semble qu'un bon moyen serait que, dans un recueil périodique comme votre *Revue*, fussent publiés des articles sur l'enseignement et l'éducation; et j'entends, non des articles de pure théorie, des considérations plus ou moins savantes sur ces vastes sujets, mais des articles spéciaux et de détail, qui montrassent par des exemples comment chaque chose se doit faire. Ainsi, pour l'explication des auteurs latins, grecs et français, je voudrais qu'on présentât certains morceaux comme modèles, avec toutes les remarques grammaticales, littéraires, religieuses, morales, auxquelles ils pourraient naturellement se prêter. Pour les compositions littéraires, amplifications, narrations, discours, etc., il faudrait encore des modèles raisonnés, dans lesquels on s'attacherait surtout à montrer comment on développe les pensées, comment on considère un sujet sous ses diverses faces, comment on en lie les diverses parties, par quels procédés on arrive à donner au style la variété, l'harmonie et les autres qualités convenables. — Ces articles, je crois, seraient lus avec intérêt, avec fruit; et plus ils seraient multipliés, mieux cela irait. Ce qui manque le plus dans l'enseignement, à mon avis, c'est d'apprendre aux élèves à travailler ; c'est de les guider dans l'exercice de leurs facultés, la raison, le jugement, etc. Un maître serait heureux de pouvoir donner à ses élèves

les diverses explications qui se trouveraient dans les articles composés comme je les comprends, et puis il chercherait à appliquer à d'autres compositions ce qu'il verrait indiqué dans ces modèles. Ainsi, je crois, les classes deviendraient plus intéressantes et surtout plus utiles.

Je n'ai pas la prétention de tracer un programme de toutes les questions qui devraient être traitées dans ces articles; je n'en indiquerai que quelques-unes. — Explication des auteurs latins, grecs, français, — thèmes, — vers. — Compositions littéraires. — Histoire. — Moyens de soutenir l'attention en classe, d'exciter l'émulation. — Répétitions hebdomadaires. — Meilleure manière de faire les examens. — Exercices publics, Académies, etc. — Genre de punitions le plus utile. — Instructions morales et religieuses à tirer des auteurs et des divers travaux classiques, etc.

Voici maintenant ce qu'il y aurait à faire pour que ces articles répondissent à l'idée que je m'en forme. Il faudrait que votre *Revue* proposât aux chefs de maisons chrétiennes de fournir chacun ses renseignements sur les divers points à traiter. Il n'y a peut-être pas d'établissement de ce genre qui n'ait quelque usage particulier, quelque pratique spéciale, soit pour telle partie de l'enseignement, soit pour la discipline; et tous, je n'en doute pas, se feraient un plaisir de communiquer ce qu'ils croiraient, d'après leur expérience, pouvoir être utile; ils le feraient par amour pour le bien, et aussi dans l'espoir de profiter eux-mêmes des communications des autres; et je pense que les matériaux vous arriveraient en abondance. Quand vous auriez réuni le plus grand nombre possible de documents sur un point, quelqu'un serait chargé de les coordonner, de fondre ceux qui seraient plus ou moins identiques. On pourrait publier intégralement ceux qui traiteraient une question à un point de vue spécial, non touché par d'autres. Pour les morceaux expliqués, annotés, des divers auteurs, il serait bon que ce fût l'œuvre de différents professeurs; d'abord, parce qu'un seul n'aurait pas le temps d'en fournir beaucoup, et ensuite parce que l'on aurait ainsi dans chacun quelque chose d'original; on pourrait comparer...

X.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE.

Dans une *Lettre au clergé de son diocèse sur les enseignements et les consolations attachées par la Providence à nos derniers désastres* (1), Monseigneur l'Evêque de Nimes présente un tableau saisissant de nos malheurs, auxquels il assigne pour cause principale nos crimes publics ; il termine en développant les motifs d'espérer qui nous restent encore. « Dieu nous a frappés de maux sans exemple », sans nous laisser « ni le droit de nous en plaindre, ni même celui de nous en étonner ». Mais il nous a ménagé, jusque dans cet abîme de maux, « des consolations et des espérances ». Tel est le cadre de ce magnifique travail, qui ne remplit pas moins de 83 pages in-8°, très compactes. C'est un traité complet de la matière, en ce style lumineux et cette manière imposante que l'on connaît : les grandes images de la Bible acclimatées dans notre langue, la scholastique mariée à la poésie, les rigueurs de l'école assouplies à de riches métaphores, gracieuses et hardies. Mgr Plantier démontre que nous avons commis des crimes sociaux, nécessairement punis dès ce monde : le rejet et le mépris de la souveraineté de Dieu sur la société, le rejet et le mépris de la Providence, la négation de la royauté sociale de Jésus-Christ. Les deux fléaux que ces crimes ônt attirés sur nos têtes, la Prusse et la Commune, offrent les mêmes caractères que les grands fléaux dont Dieu s'est constamment servi pour châtier le peuple choisi, après ses grandes prévarications. Pour nous mieux instruire, la Providence a mêlé ses ironies divines à nos désastres. Nous n'avons pas le droit de murmurer, pas plus qu'il ne nous est possible de méconnaître la main qui nous a frappés. Les saintes lettres et la tradition, représentée par S. Augustin et Salvien, fournissent à l'auteur des preuves surabondantes.

La seconde partie est à la charge de nos ennemis, barbares et impies, rapaces et vils, bien dignes que Dieu les brise comme la verge méprisable dont il s'est servi dans sa colère. La France, d'ailleurs, possède encore des germes nombreux d'avenir ; elle n'est pas déshéritée de toute grandeur, ou, du moins, « son abaissement n'est pas irrémédiable ». Il y a du sang latin en Allemagne, et du sang germain en France ; la question de race n'a donc rien à voir ici. Quant à l'état moral et intellectuel, les événements ont montré qu'il n'est pas plus désespérant chez nous qu'ailleurs, mais que l'Eglise nous garde les vraies tra-

(1) Nimes, typographie Soustelle.

ditions du patriotisme, les véritables sources de la civilisation et les arômes qui pourraient la préserver de corruption. Enfin, et c'est la dernière considération de l'auteur, les commotions auxquelles nos désastres ont donné le branle auront préparé le terrain sur lequel devra s'élever le grand et durable ouvrage du Concile du Vatican.

Nous hésitons à détacher quelques lignes de cet ensemble, dans la crainte d'en affaiblir les proportions. Toutefois, il nous est impossible de ne pas signaler à nos lecteurs les portraits de Garibaldi et de Gambetta, esquissés en passant, mais par le pinceau d'un maître.

« Un aventurier niçard, un marin vulgaire, emporté sur je ne sais quels rivages du Nouveau-Monde par des barques marchandes, un conspirateur devenu tout à coup une sorte de libérateur pour les Italiens enivrés, un flibustier à qui des audaces révolutionnaires ont valu, dans un certain monde, l'honneur de passer pour un héros et de devenir général; un personnage enfin, moitié pirate et moitié histrion, s'était toujours signalé, depuis plus de vingt ans, par son aversion pour la vraie France. Il s'était fait une gloire autant qu'un plaisir de rougir ses mains et ses bras de notre sang. A cette exécration pour notre pays, il a constamment uni, dans son cœur comme dans ses discours, la haine la plus infernale pour notre religion sainte; haine pour le Saint-Siége; haine pour le clergé; haine pour les ordres religieux; haine pour toutes les institutions catholiques. On sait les horreurs que cette abominable impiété lui fit commettre, depuis la révolution romaine de 1848 jusqu'aux monstrueux sacriléges commis par ses fils et leurs bandes sauvages, dans l'effroyable campagne de 1867. Eh bien! cet ennemi forcené de la France et du Christ, nos dictateurs ne l'ont-ils pas appelé pour nous défendre contre la Prusse victorieuse? N'a-t-il pas infligé à notre armée des Vosges la désespérante humiliation de l'avoir à sa tête? Avec le droit de nous commander, c'est-à-dire de nous perdre, n'a-t-il pas pris et pratiqué, comme en Italie, celui d'insulter les évêques, de calomnier et brutaliser les prêtres, d'outrager les religieuses, de profaner nos temples, de voler nos sacristies, de dilapider nos finances, de s'immobiliser dans la débauche, tandis que nos soldats périssaient par la faim, le froid ou la mitraille; de couvrir enfin toutes ces infamies par des télégrammes menteurs, annonçant d'imaginaires victoires? (1) ».

Plus loin, le prélat rencontre, au courant de sa plume, des figures non moins grotesques, quoique, hélas! françaises. « Mais en province, que s'est-il passé? Dieu disait autrefois à son peuple que, pour châtiment suprême, il le ferait gouverner par des princes-enfants. Il est allé plus loin pour nous; il nous a livrés

(1) p. 18.

aux mains d'enfants qui n'étaient pas princes. C'étaient en eux la frivolité, l'inexpérience et les mobiles caprices des enfants, moins ce je ne sais quoi d'élevé qu'on retrouve presque toujours en ceux qui sont nés d'une tige royale. Invalides ou apprentis du barreau, à peine échappés des lisières ou parvenus à l'âge où on les reprend, ils se distinguaient, en majorité, par une insuffisance à la fois présomptueuse et vulgaire (1) ».

Mgr Plantier, au moins croyons-nous l'avoir observé, est justement admiré, pas assez lu. Cela ne tiendrait-il pas à ce qu'il s'obstine glorieusement à maintenir les saines traditions littéraires, en observant ces règles salutaires, cette discipline classique du style qui étaient jadis notre honneur. Il nous faut un style inégal, procédant par saillies intempestives ; il faut qu'on nous ménage des surprises au moyen de transitions brusques : la bizarrerie passe pour de l'originalité, la Révolution est passée jusque dans le style. Que Mgr Plantier nous permette de le féliciter de n'avoir pas voulu sacrifier à ces dieux nouveaux.

Quoi qu'il en soit de la forme, sa dernière lettre pastorale, en nous montrant Dieu fidèle à toutes ses menaces, comme il l'est toujours à ses promesses, est une justification raisonnée de la Providence ; elle répand sur nos blessures le baume des célestes consolations; elle ouvre nos âmes à l'espérance et leur fait entrevoir un avenir meilleur pour l'Eglise et pour la patrie.

— Les *Observations de Mgr l'évêque d'Angers aux seize membres du conseil général de Maine-et-Loire qui, dans la séance du 8 novembre, ont émis un vœu pour la suppression des lettres d'obédience*, ont été bientôt suivies d'un *Avertissement de Mgr l'évêque d'Angers aux membres du Conseil municipal de cette ville, qui ont voté la suppression de toute subvention au clergé paroissial et aux écoles congréganistes*. Ces deux actes épiscopaux ont enrichi d'une belle page l'histoire de l'Eglise gallicane. La liberté de l'Eglise a retrouvé les Ambroise de Milan et les Hilaire de Poitiers. Mais, aux tyrans de carrefour qui se sont emparés de certaines villes, convient-il de tenir le même langage que les évêques du quatrième siècle opposaient aux empereurs Constance et Théodose ? Quelle noblesse de caractère, quelle fermeté, quelle majesté de langage, d'une part ! Et de l'autre, du côté de nos césars de cabaret ou de brasserie, quelle insigne pauvreté d'idées et de mots, quelle abjection ! Mgr Freppel n'a pas méprisé l'ennemi qui se présentait, ni à cause de ses ignorances, ni à cause de ses bassesses ; il ne s'est pas abstenu, tous les catholiques doivent lui en être reconnaissants. Il n'a pas voulu que les faibles fussent scandalisés, et que son silence pût « faire accroire aux fidèles de son diocèse qu'il y a quelque chose de fondé » dans ses hostilités sans raison et sans franchise. Il n'a pas dédaigné une arène souillée et si peu digne de lui, et l'arène purifiée est de-

(1) p. 30.

venue un champ de victoire ; et la polémique agrandie a fait rayonner sur la patrie tout entière d'apostoliques enseignements.

Il y aurait peu d'intérêt à analyser ce que toût le monde a lu. Les seize conseillers généraux doivent être, à l'heure qu'il est, parfaitement édifiés sur la convenance et la valeur du vœu qu'ils ont émis. Les *lettres d'obédience* sont plus que l'équivalent d'un brevet. Leur suppression serait une violation de la liberté d'enseignement, une atteinte à l'égalité devant la loi, un coup mortel porté aux congrégations enseignantes, dans le but sans doute de récompenser les services désintéressés qu'elles ont rendus, qu'elles rendent encore tous les jours, et aussi dans le but de reconnaître la confiance générale des familles, qu'elles ont su mériter.

Les conseillers municipaux, que les aventures plus ou moins avouables du suffrage universel ont portés à l'hôtel de ville d'Angers, doivent être, à l'heure qu'il est, parfaitement éclairés sur la belle équipée de leur vote et le parfait ridicule dont il les a couverts. Il est parfaitement démontré, aux yeux de tout homme doué d'un peu de sens, qu'ils ont commis un acte d'injustice, un acte d'intolérance et une insigne maladresse. Des libéraux pris une fois de plus en flagrant délit d'entreprise contre la liberté! Des parleurs de tolérance qui se montrent les plus intolérants des hommes ! Des mandataires d'une population religieuse qui disposent, en vrais pachas, des finances de leurs administrés pour affamer les écoles préférées du peuple et entretenir les magisters de la secte ! Voilà ce que vous êtes, et désormais vous ne tromperez plus personne. Votre prétention ne va à rien moins qu'à nous extorquer des impôts nouveaux pour nous contraindre à envoyer nos enfants à vos écoles *gratuites*, c'est-à-dire que le pauvre lui-même paiera ; — *laïques*, c'est-à-dire d'où l'Eglise, le Christ et Dieu seront bannis, sous prétexte qu'ils ne sont pas neutres et que leur présence est en opposition avec la liberté de conscience ; enfin *obligatoires*, sans quoi personne ne s'y ferait inscrire. Apôtres de la liberté, il vous faut des gendarmes pour amener les gens à votre école. Apôtres de la tolérance, vous ne pouvez souffrir que ces hommes qui affrontent gaîment la mort pour repousser l'étranger, consacrent leur vie de dévoûment à protéger les consciences envahies par vos doctrines désespérantes. Votre mauvaise foi est trahie par votre *insigne maladresse*. Arrière, messieurs ; souffrez que nous voyions clair dans votre jeu. Daignez permettre que nous, hommes d'ordre, qui payons correctement les impôts et les surcharges d'impôt attirées par vos folies, nous poussions l'audace jusqu'à en surveiller l'emploi. Honneur à l'évêque courageux qui s'est montré sur la brèche et vous a courageusement repoussés. Désormais, vous pourrez encore abuser de la force, s'il convient à la plupart d'entre nous de continuer à s'abstenir ; mais votre cause est perdue devant l'opinion et devant l'histoire.

— Les conditions de notre publicité ne nous permettent guère de parler en temps utile des brochures d'actualité. Toutefois la *Lettre de Mgr d'Orléans à M. Gambetta* appartient à l'histoire du dernier interrègne parlementaire, et à ce titre nous ne saurions l'oublier. En daignant répondre à cet incohérent assemblage de phrases outrecuidantes, débitées à Saint-Quentin par le « jeune avocat, improvisé tout à coup homme politique », Mgr Dupanloup a rendu un nouveau et signalé service à la religion. Ecrite d'un style clair, incisif, plein de relief, cette brochure n'est guère susceptible d'analyse et n'a pas besoin de recommandation. Et d'ailleurs, encore une fois, nous arrivons trop tard : tout le monde, en France, doit l'avoir lue. Puisse-t-elle écarter de nous une seconde édition de la dictature si bien nommée « dictature de l'incapacité ! »

Nous prenons cette occasion de recommander à nos lecteurs *Les apologistes du christianisme au* XVIIe *siècle*, par le même auteur. Voici le but qu'il s'est proposé :

« Choisir dans les ouvrages de chacun des plus illustres écrivains du XVIIe siècle, ce qu'il a écrit de plus remarquable sur Dieu et ses attributs, sur l'âme humaine, sur la spiritualité, la liberté, l'immortalité de l'âme, sur l'histoire, les preuves, les dogmes et la morale du Christianisme; coordonner ces extraits d'un même auteur sans les confondre avec ceux d'aucun autre, les ranger dans un ordre logique, de manière à présenter une suite, un ensemble aussi complet que possible, sans aucune altération ni changement des textes : tel était le travail nécessaire, et telle est l'œuvre que nous présentons au public.

« C'est ainsi que les beaux passages de Kepler, de Newton et d'Euler, se sont réunis à ceux du célèbre philosophe anglais Bacon, pour former un volume ; Descartes et Leibnitz en ont composé deux autres », etc.

Pour tout dire, en un mot, c'est le XIXe siècle que l'on convie à venir à l'école du XVIIe siècle. Puisse-t-il en entendre les graves et attrayantes leçons !

Est-il besoin d'ajouter que : « Les familles chrétiennes, les maisons religieuses, les personnes chargées d'administrer les bibliothèques de bons livres, les maisons d'éducation surtout, si souvent embarrassées pour le choix des ouvrages de lecture ou de prix, pourront, en toute sécurité, acheter et répandre tous les volumes de cette collection ? »

— Le R. P. Lescœur, prêtre de l'Oratoire, vient de publier une *Etude sur les internats universitaires*, sous ce titre : *L'Etat, maître de pension* (1). Cette brochure, que nous recommandons vivement à tous nos lecteurs, quoique un peu

(1) Paris, Félix Girard, libraire-éditeur, rue Cassette, 30. — Lyon, même maison, rue Saint-Dominique, 6.

timide dans ses conclusions, appelle des réformes qui nous mettront sur la voie d'une liberté plus large, et de plus elle est magistralement écrite. Nous en donnons, plus loin, dans la *Chronique*, quelques extraits.

— La librairie Bray et Retaux (1) vient de nous donner un volume impatiemment attendu, *Jésus-Christ dans le plan divin de la création*, par l'abbé L.-M. Pin (2). Nous nous proposons de faire de ce livre une étude spéciale et approfondie; mais ce que nous pouvons dès aujourd'hui témoigner à son sujet, c'est qu'il ne contient pas une ligne qui n'ait été méditée au pied du crucifix. L'auteur est familiarisé avec les sciences modernes, qu'il a longtemps enseignées en Amérique, aussi bien qu'avec les hautes spéculations de la théologie ; mais il ne veut savoir qu'une chose, comme S. Paul, et cet objet unique auquel il rapporte toute science, c'est Jésus et Jésus crucifié. Et, dans Jésus, il trouve la solution de tous les problèmes qui nous agitent, l'explication de nos malheurs et la raison de notre espérance. O la bonne et solide philosophie ! Si vous avez à offrir un livre à un ami philosophe, ou même à un chrétien sérieux, donnez-lui le livre de l'abbé Pin.

—Dans notre numéro d'octobre dernier, nous avons emprunté quelques pages à un ouvrage récemment publié par M. l'abbé Verniolles, et intitulé : *De l'éducation chrétienne des enfants* (librairie de la Propagation catholique, rue Cassette, 23, à Paris). Nous le recommandons de nouveau aux chefs de famille, aux chefs d'institution, aux professeurs et aux mères chrétiennes. Il arrive à son heure ; les questions les plus redoutables vont être résolues dans un sens ou dans un autre, selon que l'opinion sera bien ou mal informée. A ce titre surtout, il convient de propager l'ouvrage de notre vénéré collaborateur.

L. A.

(1) 82, rue Bonaparte, Paris.
(2) in-12, 480 pages.

CHRONIQUE.

Les deux éducations. — Le *Journal des Bons Exemples* contient, sous ce titre, un excellent article auquel nous empruntons quelques lignes, ne pouvant, à notre grand regret, le reproduire en entier :

« Au moment où les démocrates font une guerre si acharnée et si déloyale aux maisons d'éducation dirigées par des prêtres ou des religieux, il est bon de mettre en présence la méthode de l'enseignement congréganiste et celle de l'enseignement laïc ou athée, telle que l'entendent les communards de Lyon, qui, foulant aux pieds les droits inviolables des familles, exigent que, dans leurs écoles, on ne donne aux enfants aucune idée de Dieu et de la morale chrétienne, et remplacent le chant des cantiques par l'ignoble *Ça ira* et *la Marseillaise*.

« On connaît la passion de Lamartine pour l'autobiographie Dans la plupart de ses livres, il aime à parler de lui-même, de ses habitudes, de ses parents, de ses amis, de ses domaines, de ses voyages, de ses *aventures*, etc., etc., sans compter ses *Confidences*, où il n'est question que de sa personne. On dirait que ce besoin d'entretenir le public de lui-même le poursuit au-delà du tombeau. En effet, il a laissé des *Mémoires posthumes* sur son enfance et sa jeunesse, que vient de publier la maison Hachette. Il y fait un tableau piquant du pensionnat où ses parents l'avaient enfermé à la Croix-Rousse, à Lyon.

« Tous les murs étaient murs de prison; toutes les figures, visages de geôliers. J'aperçus, en suivant le concierge, une grande cour pleine de deux cents écoliers en récréation, nous regardant entrer d'un air méchant ou moqueur, qui disait : « Tant mieux, en voilà un qui ne sera pas plus heureux que nous ! »

Nous venons de voir comment les éducateurs de la Croix-Rousse, à Lyon, élèvent la jeunesse, et quelle affection et quel respect il y a entre les maîtres et les écoliers. Nous avons reproduit, sans y rien changer, le tableau que nous a fait M. de Lamartine, d'un de ces pensionnats dans lequel il a été emprisonné, et où la religion, quand on daignait l'admettre, occupait la dernière place.

Voici maintenant comment l'illustre écrivain parle des joies pures et du bien-être qu'il éprouva en entrant dans le collége des Jésuites à Belley, après avoir été enfermé dans une espèce d'enfer à Lyon. Nous le laissons parler lui-même dans ses *Mémoires* inédits...

« Tout était dans un ordre parfait. On entendait sortir des portes le murmure sourd que surmontait la voix du professeur et qui annonçait l'emploi studieux du temps. Les dortoirs étaient bien aérés, les salles à manger propres et sans luxe, les cours sablées, les jardins réservés aux Pères ombragés et bien tenus. Un manége, une salle d'armes complétaient les moyens d'instruction. Rien ne paraissait coûter trop cher ; le gain n'était évidemment pas l'objet de l'établissement, c'était l'homme lui-même : on ne s'informait pas de ce qu'il rendait, mais de ce qu'il devenait. C'était un collége des âmes. Ce caractère frappait à première vue ; il prédisposait à l'estime, il était écrit sur le visage calme et réglé des professeurs et des frères servants qu'on rencontrait dans toute la maison. Cette maison n'avait rien de commun avec la maison commerciale de Lyon ou de Paris. J'en sortis, après cette première visite, fier de mon éducation future....

« L'Eglise était à côté ; on y descendait par un escalier dérobé pour y assister aux cérémonies pieuses; elles étaient célébrées avec beaucoup de dignité et beaucoup de pompe. La musique, exécutée par les plus habiles d'entre nous, les costumes, les chants, les attitudes, le silence, les parfums d'encens, les figures recueillies des prêtres et des enfants de chœur, nous y communiquaient à tous une espèce de contagion sacrée. Je n'y vis jamais un scandale ou même une inconvenance. Un ange gardait la maison de Dieu. Le grand ressort des Pères de la Foi était là. La conscience de leurs élèves y avait son sanctuaire. C'était le Saint des Saints de l'édifice. Les dimanches surtout et les jours de fêtes, on y respirait un air surhumain. Tout le monde y changeait de visage : on en sortait béatifié.

« On n'éprouvait point, en entrant dans ce vaste rassemblement de jeunesse, cette espèce de refroidissement qu'on éprouve dans les colléges ou dans les régiments ; où chacun, fier de ce qu'il a souffert en quittant sa famille, veut se venger en en faisant souffrir autant au nouveau venu. Au contraire, on ne voyait que des visages bienveillants et des physionomies gracieuses. C'est ainsi que je fus reçu moi-même. Quelques-uns s'approchèrent timidement, me dirent quelques mots, me rendirent quelques services. On sentait l'amitié. Rien d'amer ne vint empoisonner cette transition ; il me sembla que j'entrais dans une autre famille...

« Mon imagination, touchée des exemples de ma mère et de la sainteté de vie de mes professeurs, se tourna tout entière vers le bien ; j'en eus les délices et même le fanatisme. Je vivrais des milliers d'années, jamais je ne pourrais oublier les jours d'étude, les heures de prière, les nuits de méditation, les délices d'extase que je goûtais dans l'accomplissement de tous mes devoirs en vue de Dieu. Qui pourrait dire les enthousiasmes dont j'étais saisi, en hiver, au milieu des neiges, sur la glace des marais sillonnée par mes patins, volant, embrassé par l'air comme par les ailes des esprits invisibles ; ou bien, au printemps, assis sous les charmilles, dans la tiédeur calme d'un air immobile, lançant au ciel en silence les ardeurs pieuses de mon âme heureuse de la paix de ma conscience, au bruit de la charrue montante sur la colline prochaine, au pétillement de la gerbe tombant sous la faucille et que la main des enfants ramasse sur le sol brûlant. Non, rien n'égale ces délices ; les anges seuls ont de pareilles jouissances. Mes rêves ressemblaient à ceux du ciel. J'étais sage, j'étais heureux. Excepté l'absence de ma famille, à laquelle je revenais toujours, je ne concevais rien de plus parfait...

« A chaque instant, le bruit se répandait au collége de Belley que les Pères de la Foi allaient être expulsés de leur établissement et qu'une querelle existait entre le cardinal Fesch et l'empereur à leur sujet, à la suite de laquelle ils seraient contraints d'abandonner leur excellent collége et de nous rendre à la liberté.

» Cela eut lieu. Je vis alors combien les gouvernements sont trompés par leurs ministres. Bonaparte chassait les protégés de son oncle comme ses ennemis, et ils étaient ses meilleurs amis. La restauration du passé ne pouvait s'appuyer sur de meilleurs soutiens que les religieux, qui nous faisaient adorer en lui le nouveau Cyrus. Mais, moins politique que guerrier, il ne voulait rien devoir qu'à ses victoires. Quand elles cessèrent, il s'écroula. La conservation des Pères de la Foi ou des Jésuites lui aurait assuré toute la haute bourgeoisie et toute la noblesse de France. Il n'eut plus que la force soldatesque qui lui donnait des bras, mais point les cœurs. Ce fut une des grandes fautes de l'empire. La toute puissance est un bandeau sur les yeux, elle craint un rival, elle renverse un appui ».

Instruction primaire. Quelques chiffres intéressants. — A *Toulouse*, les frères coûtaient à la ville 30,000 fr. par an; aujourd'hui les laïcs lui coûtent 88,000 fr. par an. — A *Lyon*, les 68 écoles des frères comptaient 18,500 élèves ; aujourd'hui ces 68 écoles, transformées à la Mottu,

ont à peine 4,000 élèves. — A *Montpellier*, 28 frères comptent 1,717 élèves et coûtent 18,900 fr. ; 2 écoles laïques comptent 430 élèves et coûtent 8,008 fr. — A *Béziers*, 3 écoles congréganistes élèvent 825 enfants et reçoivent 9,000 fr. ; 2 écoles laïques réunissent ensemble 290 enfants et coûtent 6,800 fr. — *Lodève* possède des Frères qui élèvent 309 enfants, avec une rétribution de 3,260 fr. ; elle a aussi un instituteur laïc, qui reçoit 60 enfants et 2,800 fr. de traitement. — A *Montagnac*, les frères ont 160 enfants et 1,800 fr. de traitement ; l'école laïque a 150 enfants, et le maître touche 2,600 fr.

Donc nous trouvons l'enseignement donné par les Frères à 3,011 enfants avec une rétribution de 32,960 fr., tandis que le laïcisme élève à peine 930 enfants et perçoit 20,000 fr.

Ces chiffres me paraissent éloquents ; en voici maintenant d'autres non moins précieux : — Concours annuels dans les écoles primaires de la ville de Paris, pour l'obtention des bourses aux écoles supérieures Turgot, Chaptal et Colbert. Année 1871, c'est-à-dire année toute privilégiée pour les écoles Mottu et Bonvalet, année toute remplie de tracasseries pour les Frères ; cependant, sur 856 bourses, les écoles chrétiennes en ont obtenu 711, les écoles laïques 145, et encore presque toutes dans les rangs inférieurs. Où se trouve l'ignorantin ?

Georges Sand et l'Université. — Demandons à un écrivain trop connu de ce temps, à une femme tristement célèbre par son antipathie contre l'Eglise, à Mme Georges Sand, le portrait du collégien de nos jours. Quiconque a vu de près les choses, trouvera exacte, dans son ensemble, cette page vraiment sortie de la plume d'un maître.

« Dans notre triste monde actuel, l'adolescent n'existe plus, ou c'est un être élevé d'une manière exceptionnelle. Celui que nous voyons tous les jours est un collégien mal peigné, assez mal appris, infecté de quelque vice grossier qui a déjà détruit dans son être la sainteté du premier idéal. Ou si par miracle le pauvre enfant a échappé à cette peste des écoles, il est impossible qu'il ait conservé la chasteté de l'imagination et la sainte ignorance de son âge... Il est laid, même lorsque la nature l'a fait beau... il a l'air honteux et ne vous regarde point en face ; il dévore en secret de mauvais livres, et pourtant la vue d'une femme lui fait peur. Les caresses de sa mère le font rougir ; on dirait qu'il s'en reconnaît indigne. Les plus belles langues du monde, les plus grands poèmes de l'humanité ne sont pour lui qu'un sujet de lassitude, de révolte et de dégoût. Nourri brutalement et sans intelligence des plus purs aliments, il a le goût dépravé et n'aspire qu'au mauvais. Il lui faudra des années pour perdre les fruits de cette détestable éducation, pour apprendre sa langue, en étudiant le latin qu'il sait mal et le grec qu'il ne sait pas du tout, pour former son goût, pour avoir une idée juste de l'histoire, pour perdre ce cachet de laideur, qu'une enfance chagrine et l'abrutissement de l'esclavage ont imprimé sur son front, pour regarder franchement et porter haut la tête. C'est alors seulement qu'il aimera sa mère, mais déjà les passions s'emparent de lui ; il n'aura jamais connu cet amour angélique dont je parlais tout à l'heure, et qui est comme une pause pour l'âme de l'homme au sein d'une oasis enchanteresse entre l'enfance et la puberté... ».

L'auteur ajoute, comme regrettant la sévérité de ce portrait et redoutant les conséquences qu'on en pourrait tirer :

« Ce n'est point une conclusion que je prends contre l'éducation universitaire. En principe, je reconnais les avantages de l'éducation en commun. En fait, telle qu'on la pratique aujourd'hui, je n'hésite pas à dire que tout vaut mieux en fait d'éducation, même celle des enfants gâtés à domicile ».

Une des menues difficultés que rencontrent les parents — lorsqu'ils envoient leurs enfants au Lycée — et l'aumônier dans l'exercicede son ministère. — M. l'abbé Marty, aumônier de lycée pendant plus

de vingt-cinq ans, présente sur le rôle de l'aumônier dans les lycées quelques considérations instructives ; il signale en passant quelques *menues* difficultés ; nous en citerons deux : — « Dans toutes les maisons d'éducation que la France entretient, les enfants qui y sont élevés *ne peuvent vivre en catholiques qu'à la condition de vivre autrement que leurs maîtres.* Les pères et les mères qui savent ce qui se passe au Lycée, et ils devraient tous le savoir, sont forcés, en y conduisant leur fils, de lui dire : Ne te laisse pas entraîner, par les exemples que tu vas avoir sous les yeux, à abandonner la pratique de la religion ; souviens-toi de cette loi de l'Eglise, que je t'ai fait répéter dans la prière : Ton Créateur tu recevras, au moins à Pâques humblement. N'imite pas tes maîtres... Singulière recommandation à adresser à son enfant, la recommandation de ne pas imiter les hommes à qui on le confie, sur qui on se décharge de tous les devoirs paternels, à qui l'on donne la grande mission de l'élever ! Et c'est la conséquence nécessaire de la contradiction que commet un pays catholique, qui veut rester catholique en appelant la jeunesse dans des maisons d'éducation où les maîtres, sous les yeux des élèves, mettent de côté pour eux-mêmes les pratiques les plus essentielles de la religion catholique ».

— « Un jour, un recteur écrivit à un aumônier pour l'inviter à passer à l'Académie. Voici leur conversation : « Qu'avez-vous dit hier à la chapelle? Le proviseur, tout alarmé, est venu s'en plaindre ». — « Je devine peut-être ce dont M. le proviseur s'est plaint. Je prêchais le devoir de la communion pascale ; j'ai dit : Je ne vous prêche pas un article du règlement qui n'oblige que les élèves ; je vous prêche une loi de l'Eglise, qui oblige tous les chrétiens parvenus à l'âge de discrétion ».

— « M. le proviseur ne s'est pas plaint d'autre chose, mais je trouve que c'est beaucoup ». — « Je n'ai fait que proclamer une loi de l'Eglise, que de nombreux canons m'ordonnent de proclamer». —Je ne sais pas ce qu'il y a dans ces canons, mais je me mets à la place du proviseur, et je vous avoue que cela ne me ferait pas plaisir de m'entendre dire que je dois communier, de me l'entendre dire devant les élèves qui, dimanche, verront que je ne communie pas ». — La seule conclusion à tirer, c'est qu'il faudrait prendre un autre métier.

« Mgr l'évêque était absent ; dès qu'il fut de retour, le recteur lui porta l'affaire. Un évêque blâmant un prêtre d'avoir récité en chaire le fameux canon du concile de Latran, c'eût été à scandaliser toute la catholicité. Le recteur pourtant n'était pas un sot ; mais son idée fixe était qu'un aumônier doit accommoder les lois de l'Eglise aux besoins de l'Université. L'évêque répondit de telle sorte que, depuis, on a toléré chez cet aumônier la liberté de dire, dans la chapelle du lycée, que tous les chrétiens parvenus à l'âge de discrétion sont obligés de communier à Pâques (1).

(1) Cité par le R. P. Lescœur.

Le rédacteur en chef,

L. ALLEMAND.

Nîmes, Lafare et Vve Attenoux, place de la Couronne, 1